STAY HUMAN

STOP BOMBING GAZA

JUILLET//OCTOBRE 2014

Dossier spécial culture paix // Discours de Pierre Laurent à la Fête de l'Humanité // Palestine : amplifier la solidarité // Irak : quelle situation // Ukraine quel avenir // La responsabilité de l'UE et de l'OTAN // UE : conseil du parlement des 26 et 27 juin // Parlement Européen : sanctionné, l'establishment joue la grande coalition contre les peuples // Espagne : pour une rupture démocratique // Suède : élections législatives // Écosse : retour sur le réfèrendum // Maroc : conférence de Casablanca // Libérez Wafaa Charaf // Un prix Nobel de la paix tourné vers la jeunesse et porteur d'espoir // Uruguay : L'appel de José Mujica // Agenda juin - juillet-août - septembre - octobre

LETTRE DU SECTEUR INTERNATIONAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

... NÉCESSITE UN IMMENSE TRAVAIL D'EXPLICATION, DE DIALOGUE, DE MOBILISATION ET DE MISE EN MOUVEMENT À OPÉRER. IL EST D'AUTANT PLUS NÉCESSAIRE QUE CE MONDE EST À LA FOIS MOYEN ET BUT DE LA TRANSFORMATION SOCIALE ET DE L'ÉMANCIPATION HUMAINE. CE TRAVAIL EST DEVANT NOUS.

FAIRE RENAÎTRE L'ESPOIR, LA VOLONTÉ ET LA CONFIANCE DANS UN MONDE DE PAIX...

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a ouvert les travaux de la 69e session de l'Assemblée générale par ce constat accablant : « Cette année, l'espoir est peu visible à l'horizon. Des actes indescriptibles ont été commis, des innocents sont morts. Le spectre de la guerre froide est revenu nous hanter. Le printemps arabe a en grande partie été emporté par un vent de violence. »

Les enjeux internationaux semblent à nouveau, mais dans des conditions renouvelées, être dominés par l'alternative : guerre ou paix.

La guerre économique, la domination du capitalisme financiarisé, la dérégulation et l'expansion du libre-échange mènent à la guerre tout court, ce n'est pas une constatation nouvelle. Mais ce qui est peut-être nouveau c'est l'étendue de la prise de conscience des responsabilités de cette logique de système, et la possibilité de convergences, de rassemblements et d'actions pour des solutions progressistes fondées sur les principes et des politiques de solidarité, de justice, d'égalité.

Faire renaître l'espoir, la volonté et la confiance dans un monde de paix nécessite un immense travail d'explication, de dialogue, de mobilisation et de mise en mouvement à opérer. Il est d'autant plus nécessaire que ce monde est à la fois moyen et but de la transformation sociale et de l'émancipation humaine. Ce travail est devant nous.

Nous avons des atouts pour le mener. D'abord, de très nombreuses forces dans le monde sont disponibles. Ensuite, elles sont en mouvement ! Ainsi qu'en témoigne le Sommet du G77+Chine en juin dernier en Bolivie pour un « nouvel ordre mondial du bien vivre ».

Voici ce qui peut rendre « l'espoir visible » et devrait plus se savoir.

« Construire la paix » signifierait pour la France de se donner trois grandes ambitions prioritaires en matière de politique extérieure, tant à l'échelle européenne qu'internationale :

- sortir de l'OTAN et prendre une initiative forte pour le désarmement nucléaire et sur le commerce des armes avec la mise en œuvre effective du traité de non prolifération ;
- agir pour engager une réforme audacieuse de l'ONU démocratisée, véritable cadre multilatéral de prévention et résolution des conflits, de lutte contre les inégalités sociales, économiques et écologiques, et où les principes fondateurs de souveraineté et d'égalité, et de respect du droit international s'imposent à tous ;
- mettre en œuvre une politique inédite de partenariats pour la coopération et le développement durable humain afin d'asseoir la sécurité dans toutes ses dimensions et sur des principes de solidarité, de partage des biens universels communs, de redistribution juste des ressources ; ceci en rompant avec les politiques d'austérité en Europe, et le pouvoir des marchés financiers et institutions de Bretton Woods à l'échelle mondiale.

Pour y travailler ensemble, rendez-vous est pris à la Conférence nationale du PCF des 8 et 9 novembre où, le dimanche matin, deux ateliers ouverts à tous les membres du PCF plancheront sur nos propositions pour Transformer la mondialisation : 1- Refonder l'Europe, 2-Le rôle de la France pour un monde de paix et de solidarité.

Lydia Samarbakhsh
Responsable du secteur international du PCF

PIERRE LAURENT SECRÉTAIRE NATIONAL DU PCF // FÊTE DE L'HUMANITÉ // 14 SEPTEMBRE 2014

// (Seul le prononcé fait foi)

Chers amis, chers camarades,

Mesdames et messieurs,

« Aujourd'hui, l'affirmation de la paix est le plus grand des combats ». Ces mots prononcés par Jean Jaurès en janvier 1914 résonnent en nous avec intensité. D'abord parce qu'en cette année de Centenaire du déclenchement de la Première Guerre mondiale,nous ne rendrons jamais assez hommage à celui, fondateur du journal l'Humanité, qui voulait empêcher la grande boucherie et qui fut assassiné pour cela, Jaurès avait raison de mener ce combat pour la paix et la solidarité internationale : l'histoire lui a donné raison !

Ces mots résonnent en nous, parce que nous voici nous aussi à un moment d'une extrême gravité.

Comme vous, je suis inquiet et révolté. Inquiet de voir la violence, la guerre se développer et se répandre à travers le monde particulièrement dans les pays où les peuples vivent déjà dans la misère et l'humiliation; et je suis révolté de voir les dirigeants des premières puissances mondiales, les mêmes qui nous parlent depuis 20 ans de « lutte contre le terrorisme », employer toujours les mêmes méthodes, à commencer par les interventions militaires, pour un résultat qui n'est pas seulement nul au regard de leurs propres objectifs mais qui empire toujours la situation.

Ces dirigeants qui s'entendent si bien pour régler l'ordre du monde à la place de tous, pour soutenir tous les dictateurs possibles de Saddam Hussein à Ben Ali, en passant par Bachar Al-Assad jusqu'à ce qu'ils ne leur servent plus, fondent les points de croissance de nos pays, non sur les salaires et le pouvoir d'achat de nos peuples ou la réindustrialisation, mais sur le commerce des armes et le contrôle des ressources pétrolières ou gazières, et des richesses naturelles de continents entiers comme c'est le cas en Afrique dont les pays, à cause de décennies d'ajustements structurels, n'ont même pas les moyens de traiter l'épidémie d'Ebola – et avec lesquels notre solidarité doit se manifester plus que jamais.

LE MARCHÉ DE LA GUERRE

La guerre, toujours la guerre comme unique solution – pourtant détruire ce qui est déjà détruit ne permet pas de construire quoi que ce soit.

Oui, le commerce des armes, c'est Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, qui s'en félicite le 9 septembre, avec un incroyable cynisme :

« Ne boudons pas notre plaisir : les résultats de 2013 sont en forte hausse, et ce en dépit d'une très rude concurrence internationale, et la tendance au recul des dépenses militaires des États occidentaux, qui oriente à la baisse le marché de l'exportation de Défense. La France, grâce à notre mobilisation

collective a obtenu des résultats meilleurs encore qu'en 2012. En un an, les exportations d'armement ont réalisé un bond de près de 43 %, avec un total de 6,87 milliards d'euros de prises de commandes en 2013. Ces résultats, qui sont exceptionnels au regard de ces dernières années, mais surtout prometteurs, permettent à la France de figurer parmi les cinq premiers exportateurs mondiaux de matériels de défense, aux côtés des États-Unis, du Royaume-Uni, de la Russie et d'Israël. »

« Sans les exportations d'armement, précise-t-il, le déficit commercial de la France, sur la période 2008-2013, aurait été de 5 à 8 points plus élevé chaque année. » Et peu importe que ce commerce alimente les répressions, les crimes de guerre, les trafics d'armes, les guerres privées ou le mercenariat que notre gouvernement prétend combattre avec sa politique étrangère et de défense.

Car ces ventes d'armes si profitables financièrement en 2013, où et à qui ont-elles servi? Quelle menace terroriste ont-elles endigué ? Certaines vendues à la Turquie d'Erdogan ont servi à réprimer les manifestants de la place Taksim faisant 6 morts et plus de 4 000 blessés. D'autres sont allés en Tunisie sous le gouvernement d'Ennahda. D'autres encore en Israël pour, à lui seul, un total de plus de 35 millions d'euros... ont sans nul doute servi lors des bombardements et l'offensive terrestre israélienne qui a fait plus de 2 000 morts palestiniens et plus de 12 000 blessés l'été dernier.

PLEINE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

Au peuple palestinien, je veux dire, une nouvelle fois, d'ici de la Fête de l'Humanité, notre pleine solidarité et fraternité, et notre engagement pour obtenir des sanctions contre Israël, la suspension des accords d'association avec l'Union européenne, la levée totale du blocus, la libération des prisonniers politiques, et vous avez vu l'ampleur de la campagne de libération de Marouane Barghouti et des prisonniers palestiniens, la reconnaissance de l'État palestinien dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale et l'ouverture de véritables négociations de paix sous l'égide de l'ONU. J'appelle à s'engager avec beaucoup d'énergie dans les mobilisations au mois d'octobre, pour exiger des sanctions vers Israël. Il faut contraindre Israël. Et nous serons de ces mobilisations les 10 et 11 octobre et une convergence nationale le 18 octobre.

« OUI, L'AFFIRMATION DE LA PAIX EST AUJOURD'HUI LE PLUS GRAND DES COMBATS CAR TOUT EST FAIT POUR EMPÊCHER LES PEUPLES DE L'ESPÉRER ET DE LA CONSTRUIRE.»

Non, pour ce gouvernement, les ventes d'armement participent à regonfler la balance du commerce extérieur, alors « continuons... » Et, on nous dit aussi : « Pour contenir la menace terroriste qui se répand, nous devons intervenir militairement ».

Mais d'où sortent ces forces obscures comme l'État islamique qui décime un peuple entier ? Elles ne sortent pas de nulle part.

N'ont-ils rien retenu, nos dirigeants, des interventions en Afghanistan, en Irak, en Libye ? Lequel d'entre eux aura l'honnêteté d'avouer qu'elles ont été des désastres enfonçant les peuples dans l'humiliation et la misère ?

Lequel d'entre eux cessera cette hypocrisie de salon et reconnaîtra qu'ils ont joué délibérément avec le feu en en faisant des alliés de circonstances, en laissant des puissances régionales leur fournir des armes et des hommes, en contribuant à faire tomber en déliquescence des États entiers comme en Irak, en Libye ou au Mali, en attisant le confessionnalisme et le communautarisme, en laissant la misère et l'humiliation grandir.

Pourtant des responsables américains osent le dire comme dans les colonnes du Figaro, Charles Cogan, ancien chef du bureau parisien de la CIA (1984-1989) et de son département Proche-Orient et Asie du Sud à la Direction des opérations (1979-1984) qui le 15 juillet dernier disait sans ambiguïté : « La guerre en Irak est certainement la plus grande erreur de l'histoire des États-Unis ».

Cogan ne fait que confirmer les nombreuses mises en garde de tous ceux, au premier rang desquels le gouvernement français, qui, à l'époque, se sont levés contre cette intervention militaire qui a poussé la région vers le « point de basculement » où elle se trouve aujourd'hui où les islamistes et djihadistes se renforcent du chaos et de la misère.

Et maintenant que suggèrent-ils ces stratèges émérites ? de recommencer !

Je veux dire ici que leur responsabilité, ce n'est pas de rajouter de la guerre à la guerre, c'est d'inventer des solutions politiques nouvelles– pas militaires uniquement, ou militaires d'abord, mais bien politiques.

« LA GUERRE FROIDE TERMINÉE, L'OTAN NE DEVRAIT MÊME PLUS EXISTER. CETTE ORGANISATION POLITIQUE ET MILITAIRE EST UN ANACHRONISME QUI N'A AUCUNE LÉGITIMITÉ AU REGARD DES CONVENTIONS ET DU DROIT INTERNATIONAL, ET DE LA CHARTE DES NATIONS-UNIES ET QUI, COMME ON LE VOIT, DANS LA CRISE UKRAINIENNE ATTISE LE FEU.»

Toute intervention militaire d'une coalition sous commandement américain, mais incluant des bailleurs de fonds de l'État islamique, coupera peut-être les ailes à l'État islamique mais ne l'anéantira pas et laissera le peuple irakien seul aux prises avec ce poison. Que ces dirigeants reconnaissent leurs erreurs. Notamment avec le peuple kurde qu'il désignait comme terroriste, alors qu'il est le seul à résister maintenant. Retrait du PKK de la liste des organisations terroristes.

Oui, ce monde est dangereux car il est profondément inégalitaire, et que les fanatiques se nourrissent d'abord de cela : de la misère, de l'injustice, des inégalités et de leur cortège d'humiliations. Ils profitent du vide laissé par des États défaillants, corrompus, et des blessures de sociétés fragmentées et divisées par les haines religieuses ou raciales.

Si la pauvreté a un peu reculé, et c'est vrai dans les pays émergents, notamment dans les pays d'Amérique Latine, reste que les plus grandes fortunes annuelles mondiales représentent en 2014 de deux à quatre millions d'années de Smic français, reste qu'en 2012 1,3 milliard d'habitants (soit près du quart des habitants de la planète) vivaient toujours sous le seuil d'extrême pauvreté, reste que le niveau de vie par habitant des pays de l'OCDE est trois fois plus élevé que la moyenne mondiale : un habitant des États-Unis vit en moyenne avec 42 000 dollars par an, tandis qu'un Éthiopien vit avec 980 dollars par an. Inégalités aussi des États face aux multinationales qui serait aggravée avec le traité transatlantique ou les institutions bancaires et financières alors que des pays comme l'Équateur et l'Argentine ont décidé de les affronter et de se battre pour les intérêts de leur peuple. Le rôle de la France plutôt que de soutenir le GMT devrait soutenir ces pays.

Les seuls pays où la pauvreté recule spectaculairement, où l'éducation et le taux d'alphabétisation progressent sont précisément des pays dont les peuples ont choisi de s'émanciper de la domination des institutions bancaires et financières, du FMI ou des États-Unis. C'est cela aussi qui a changé, et qui est porteur d'espoir.

Ceux qui au lendemain des attentats du 11-septembre ont parlé d'un soi-disant « choc des civilisations » ont en fait tout mis en œuvre pour le créer. Se dire « occidental » aujourd'hui pour un pays comme la France ce n'est pas seulement se penser et se vouloir supérieur, ce qui est déjà grave, mais c'est avoir plusieurs siècles de retard, c'est rester englué dans l'esprit colonial. La France, ce n'est pas ça. C'est celle de l'internationalisme, des libertés, des droits, de l'égalité et de la fraternité entre tous les peuples du monde.

ENRAYER CETTE FOLLE MÉCANIQUE

Ma conviction, celle des communistes français et de millions de femmes et d'hommes

NOUS NE POUVONS NOUS RÉSOUDRE À LA SITUATION DU MONDE ET IL N'EST PAS DE RÉPONSE SIMPLE AUX CRISES QUE NOUS TRAVERSONS, MAIS NOUS SAVONS QU'IL Y A DES CHOIX POSSIBLES : SOIT LA CONCURRENCE, L'INJUSTICE ET LA DOMINATION, SOIT L'ÉGALITÉ, LA COOPÉRATION ET LA SOLIDARITÉ.

de progrès et de démocrates en France, en Europe et dans le monde, est que nous devons mettre une ardeur inégalée à unir nos forces et nos voix pour enrayer cette folle mécanique.

Le capitalisme mondial et financiarisé, et sa crise historique, profonde, inédite entraînent les peuples du monde vers de plus grandes souffrances – et ceux qui veulent instaurer des régimes théocratiques dignes du Moyen-Age ne cherchent rien d'autre qu'à entraîner les peuples et le monde en arrière : dans ces pays, il y a des forces progressistes et démocratiques qui résistent et qui ont besoin de notre solidarité.

Si les États-Unis demeurent la première puissance mondiale, s'ils imposent à tous leur diktat dans la marche du monde et sur la logique qui prévaut aux relations internationales, avec la complicité de dirigeants qui comme en France démissionnent de l'indépendance et de la souveraineté de nos nations, les Etats-Unis sont en réalité désormais incapables de maîtriser le cours des événements. Ils sont dépassés par les monstres qu'ils ont eux-mêmes contribué à créer pour diviser et affaiblir des sociétés entières.

Oui, le monde a profondément changé. À la fois sous le coup de l'expansion capitaliste, de l'aggravation des inégalités et des humiliations engendrées par sa domination, mais aussi porté par l'élan de mouvements des peuples pour leur émancipation.

C'est aussi un monde nouveau où de prodigieux progrès technologiques, bien utilisés, partagés, devraient profiter au genre humain dans son entier. C'est cet immense gâchis dont des millions de femmes et d'hommes, de toutes générations et surtout des millions de jeunes, d'enfants, paient chaque jour le prix, parfois même de leur vie.

La guerre économique relancée par l'offensive néoconservatrice et ultralibérale des années 1980 débouche aujourd'hui sur toujours plus d'insécurité, toujours plus de pauvreté et toujours plus d'horreurs partout où les peuples ont été dessaisis de leur destinée. Mais le monde a profondément changé aussi parce que des peuples ont réussi à garder ou à reprendre la maîtrise collective de leur vie et de leur avenir. C'est particulièrement vrai en Amérique latine dont le précurseur, Cuba, continue de se battre contre un blocus illégitime et illégal. Il est de notre devoir d'amplifier notre campagne pour la libération des 5.

Ce monde est dangereux parce qu'il n'est pas démocratique, parce que les relations internationales ne se déroulent pas sur un pied d'égalité : il y a les puissants en perte de vitesse, peu nombreux (le club du g7 ou la bande du g20), et le reste du monde, la majorité, qui devrait accepter cette hiérarchie.

L'OTAN UN ANACHRONISME

La Guerre froide terminée, l'OTAN ne devrait même plus exister. Cette organisation politique et militaire est un anachronisme qui n'a aucune légitimité au regard des conventions et du droit international, et de la Charte des Nations-unies et qui, comme on le voit, dans la crise ukrainienne attise le feu.

C'est bien l'OTAN qui est facteur d'insécurité quand on entend les propos tenus par son secrétaire général, monsieur Rasmussen, à la veille du Sommet des 4 et 5 septembre à Newport qui a décidé de placer 4 000 hommes de troupes aux frontières de la Russie, et d'une force d'intervention rapide à laquelle les Européens devront participer et qui pourrait intervenir partout sur le globe. Au lieu de faire de l'Ukraine un espoir nouveau, un espace de paix. Il essaie d'en faire une base avancée de l'Otan. C'est une folie.

« Depuis la fin de la guerre froide, nous avons vécu dans un climat relativement serein. Maintenant, nous sommes confrontés à un changement climatique très marqué. Cela nécessite plus d'investissements », a déclaré M. Rasmussen. « Les politiciens ont essayé de récolter les dividendes de la paix après la fin de la guerre froide. C'est compréhensible. Mais maintenant, nous sommes dans une situation totalement nouvelle en matière de sécurité »... Il cherche à nous préparer à un monde de guerre.

Non vraiment, il n'y a aucun espoir du côté de l'OTAN dont tous les membres sont réduits à des vassaux des États-Unis. La France n'a rien à faire, rien à gagner dans cette alliance qui la prive de son indépendance politique et diplomatique, et qui l'entraîne sur tous les sentiers de la guerre.

Ce langage belliciste, François Hollande le pratique depuis son entrée en fonction : l'an passé le président voulait intervenir en Syrie où, pour combattre la contestation sociale, Bachar Al-Assad a fait le choix de militariser et d'internationaliser le conflit ; il y a eu les interventions françaises au Mali et en Centrafrique, et alors qu'il venait d'annoncer la participation de la France à la coalition militaire sous commandement américain en Irak en la conditionnant à un mandat de l'ONU qu'ils sont sûrs d'obtenir, le président se propose d'intervenir maintenant en Libye dont il sait, depuis son arrivée à l'Élysée, combien le pays est déstabilisé et le transformer en réservoir des forces islamistes du Grand Moyen Orient, et se trouve à l'origine même des problèmes survenus plus tard au Mali.

À chaque fois, la réponse est militaire, strictement militaire, alors qu'à chaque fois, ces situations de violence et de destruction se sont installées en plusieurs années et qu'il était possible de faire d'autres choix, d'autres politiques fondées sur le développement, la coopération et la solidarité avec pour objectif l'éradication de la pauvreté, et la sécurité dans tous les domaines : santé, éducation, habitat, emploi et la lutte contre les trafics...

La langue que François Hollande devrait parler en notre nom à tous est celle des nations et des peuples unis, libres, indépendants, égaux et souverains; il devrait prôner la dissolution de l'OTAN et une refonte de l'ONU démocratisée, avec un Conseil de sécurité véritablement élargi et la revalorisation de ses principes fondateurs, de son rôle et de ses instances, notamment l'Assemblée générale, où chaque peuple compte pour un.

Nous ne pouvons nous résoudre à la situation du monde et il n'est pas de réponse simple aux crises que nous traversons, mais nous savons qu'il y a des choix possibles : soit la concurrence, l'injustice et la domination, soit l'égalité, la coopération et la solidarité.

En juin dernier, c'est ce deuxième choix qu'ont exprimé les 133 pays représentés au Sommet Groupe des 77+Chine en Bolivie. Leur objectif est de s'engager ensemble pour un « nouvel ordre mondial du bien vivre » qui implique un autre ordre économique international basé sur des échanges justes, sur un système monétaire international démocratique libéré de la domination des grandes puissances et du dollar, sur la nécessité d'un partage des savoirs et des transferts de technologie.

La place de l'Europe devrait être à côté de ces pays au lieu de s'enfoncer dans la folie capitaliste. Il y a un autre avenir pour l'Europe. Au cœur du Forum de São Paulo,

nous avons décidé de renforcer nos liens avec le PGE pour défendre cette Europe de la solidarité.

DES ALTERNATIVES EN MARCHE

À l'opposé d'une ONU paralysée et fragilisée par « une petite élite », le G77 a exprimé sa vision d'une ONU qui respecte le multilatéralisme et se fasse un instrument de coopération entre les peuples. Ignoré des grands médias internationaux, le Sommet a exprimé une critique forte des politiques néolibérales, et de l'échec des Objectifs du Millénaire pour le développement qui devaient être atteints en 2015.

Le sommet du G77+ Chine a adopté un plan d'action qui prévoit des actions en faveur de la démocratisation de l'ONU, la restructuration du système financier et des priorités de croissance, réduction des inégalités et développement. Et ça ne s'arrête pas là. Où est la France? Elle est dramatiquement absente.

Après des années de démarches infructueuses aux réunions de G7 et G8, le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud ont annoncé cet été la création d'une Banque de développement mettant 100 milliards de dollars à la disposition des États pour le financement du développement, notamment par la création d'infrastructures, et d'un fonds de réserve qui donne accès aux divises nécessaires pour faire face aux crises financières, aux fuites des capitaux, aux déséquilibres des balances de paiements, et pour se prémunir des injonctions du FMI.

Cette banque devrait rendre moins vulnérables les États face aux marchés financiers et, surtout, face à la domination des institutions de Brettons Woods contrôlées par les États-Unis et leurs alliés.

Ces deux événements politiques et les suites qui vont en découler, montrent que de véritables alternatives existent et qu'elles sont en marche. Il faut les faire connaître, l'espoir existe, la confiance peut renaître. Nous pouvons nous aussi nous mettre au travail en France, en Europe avec ces ambitions, en élaborant nos solutions : c'est ce que nous voulons lancer avec le premier Forum des alternatives en Europe en 2015, qui se tiendra en France.

Les enjeux du développement, ceux des ressources et biens communs universels, de l'éducation, de la santé, de la souveraineté alimentaire, du droit à l'énergie sont avec le désarmement les éléments clés de la bataille pour la paix.

De même la lutte solidaire contre le réchauffement climatique n'obérant pas la capacité des pays émergents dans leur développement, la lutte contre la dérégulation et contre les traités de libre-échange sont les voies qui concourent à construire ce monde de paix qu'on nous dit sans cesse illusoire. Le grand sommet sur le climat se tiendra à Paris. Le PCF a décidé de s'adresser à toutes les forces avec qui il travaille à l'international pour préparer le forum.

AFFIRMER LA PAIX

Oui « l'affirmation de la paix » est aujourd'hui « le plus grand des combats » car tout est fait pour empêcher les peuples de l'espérer et de la construire. Tout au contraire est facteur de division. On nous dit qu'un « monde sans leader » ne peut pas fonctionner et qu'à tout prendre, il faut accepter qu'il y ait un chef, que ce soit les États-Unis et leurs alliés dans l'OTAN.

Il ne faut pas nous laisser impressionner : un monde sans chef ne veut pas dire un monde sans loi ni droit. Ce dont nos peuples ont besoin c'est d'égalité et d'égalité devant le droit international comme d'égalité dans le droit au développement, de partage des ressources et des richesses, de démocratie.

Nous, communistes, serons présents sur tous ces fronts en même temps et avec toutes celles et tous ceux prêts à agir, penser, imaginer avec nous en France, en Europe et partout dans le monde. Les défis sont immenses et le capitalisme, incapable de répondre à la satisfaction de tout le genre humain, nous prépare à inventer de nouveaux modes de développement et de production, à amorcer la transition écologique, assurer l'éducation, la santé, la formation pour tous qui seront à la fois le chemin de la paix et son fruit.

Je vous invite de faire du 21 septembre, journée de la paix, une journée exceptionnelle. Oui redisons-le : « Jaurès, la grande paix humaine est possible! »

NOUS, COMMUNISTES, SERONS PRÉSENTS SUR TOUS CES FRONTS EN MÊME TEMPS ET AVEC TOUTES CELLES ET TOUS CEUX PRÊTS À AGIR, PENSER, IMAGINER AVEC NOUS EN FRANCE, EN EUROPE ET PARTOUT DANS LE MONDE.

Palestine

il est temps

it's time

حان الوقت

Convergence Palestine

Le 18 octobre à Paris

Ensemble nous dirons :

ÇA SUFFIT ! BASTA !

Place de la République à 14 h

Concerts, animations, interventions

CAMPAGNE INTERNATIONALE DE LIBÉRATION DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES PALESTINIENS

PCF
Parti communiste français

FRONT DE GAUCHE

PCF - SECTEUR INTERNATIONAL // Didh & Dimitri // 08-2014

PALESTINE // AMPLIFIER LA SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

L'assemblée des Nations unies avait déclaré 2014 Année internationale de solidarité avec le peuple palestinien et ce fut l'une des années les plus meurtrières pour ce peuple qui depuis plus de 60 ans n'obtient pas Justice.

Sous les yeux de la communauté internationale, l'agression israélienne a fait 2147 victimes (dont 81% de civils selon l'ONU et 504 enfants), plus de 10.000 blessés, pour certains amputés, handicapés à vie, plus de 400 000 personnes déplacées, des dizaines de milliers de bâtiments détruits ou endommagés, commis des crimes de guerre. 2000 nouveaux prisonniers portent à 7000 le nombre total de prisonniers politiques palestiniens.

Partout dans le monde la société civile a dénoncé la barbarie dont étaient victimes les habitants de Gaza, pris au piège dans cette bande de terre soumise depuis 2006 à un blocus criminel et illégal.

Dans toute la France, les communistes et leurs parlementaires ont participé aux nombreuses initiatives, pour interpeller le gouvernement français afin de mettre fin à ses positions indignes, en désaccord avec l'opinion du peuple français. Nous continuerons à faire pression sur le gouvernement français, sur l'Union européenne.

L'Humanité a dénoncé l'utilisation d'une arme particulièrement effroyable Le Dime qui provoque des blessures insoignables. L'agence de l'Onu en charge des réfugiés palestiniens (UNRWA) a comptabilisé 17 000 personnes arrivées en masse dans ses installations après l'avertissement des bombardements au nord de Gaza.

Dans son allocution du 14 juillet, pour rattraper ses précédents communiqués François Hollande a pris une posture de neutralité, disant vouloir jouer un rôle de médiateur dans le conflit, « être pour la paix », mais sans condamner le gouvernement Israélien et sans prendre aucun engagement.

La France peut pourtant agir tout de suite, par exemple en reconnaissant officiellement l'État palestinien, comme s'apprête à le faire la Suède ou comme l'a symboliquement voté le Parlement Britannique, et en pesant de toutes ses forces pour la suspension des accords d'association de l'UE et d'Israël.

En août, le président palestinien Mahmoud Abbas a fait parvenir une lettre à l'ONU pour demander la protection officielle de la communauté internationale. M. Ban ki Moon a réitéré son appel au cessez le feu de 2012. Il a souligné que «trop de civils palestiniens ont été tués et que toute offensive terrestre israélienne aggravera sans aucun doute ce bilan et les souffrances des civils dans la bande de Gaza» et demandé le «respect des lois humanitaires internationales, notamment sur la protection des civils».

Le peuple palestinien a besoin d'actes forts et non plus de paroles. Les instances internationales connaissent les solutions, doivent avoir le courage politique de faire respecter les résolutions de l'ONU et sanctionner l'état Israélien tant qu'il bafouera le droit international.

Ce 27 septembre, Mahmoud Abbas a déclaré : « L'avenir que propose Israël pour le peuple palestinien est, au mieux, de vivre dans des ghettos isolés sur des terres fragmentées, sans frontières et sans souveraineté sur l'espace aérien, l'eau et les ressources naturelles », il a précisé que la Palestine n'abandonnera pas son droit à jouir de ses droits à un État, à recourir aux institutions pénales internationales afin de se défendre contre l'occupation israélienne.

Nous continuons la bataille pour la libération de Marwann Barghouthi et des prisonniers politiques palestiniens avec l'édition d'une affiche qui s'ajoute à nos autocollants et badges toujours disponibles.

Le Parti communiste a signé dans le cadre du Collectif national pour une Paix Juste et Durable entre Israéliens et Palestiniens, l'appel pour la campagne internationale BDS [Boycott, Désinvestissement, Sanctions], campagne initiée en 2005 par 172 organisations palestiniennes.

Raphaëlle Primet
collectif Palestine

Nous devons utiliser tous les termes de cette campagne en intervenant auprès des institutions, auprès des parlementaires pour exiger :

- **La reconnaissance par la France de la Palestine comme le 194e État des Nations-Unies, dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, au côté d'un état d'Israël .**
- **Le droit au retour des réfugiés sur la base de la résolution 194 de l'ONU, et la libération de tous les prisonniers politiques, hommes, femmes et enfants,...**
- **La suspension de l'Accord d'association entre l'Union européenne et Israël, conformément à l'article 2 qui impose aux deux parties de « respecter les Droits de l'Homme » et le désengagement de toutes coopérations complices avec l'entreprise coloniale israélienne.**
- **La poursuite des auteurs de crimes de guerre selon les dispositions du droit international et des Nations Unies.**
- **L'impunité d'Israël doit cesser. Le gouvernement Français doit prendre enfin des positions claires et conformes au droit international**

ISRAËL REFUSE L'ENTRÉE DE GAZA À UNE DÉLÉGATION DE DÉPUTÉS EUROPÉENS

13 députés européens de la GUE / NGL sont en Palestine cette semaine pour une visite de 4 jours où ils rencontreront des membres du Conseil législatif palestinien et de la Knesset, ainsi que des militants des droits humains palestiniens et israéliens et les organisations de la paix.

Le Groupe a également prévu de se rendre à Gaza, mais le gouvernement israélien a refusé de les laisser entrer, une décision que les députés condamnent fermement.

Martina Anderson a déclaré : « Le gouvernement israélien nous a refusé l'entrée dans la bande de Gaza au motif que notre visite dans la région "n'est pas directement concerné par la fourniture d'une assistance humanitaire".

C'est au-delà de l'ironie considérant que la situation humanitaire terrible et déchirante dans la bande de Gaza est le résultat direct de 53 jours d'attaque militaire d'Israël sur la bande de Gaza, qui a abouti à 2145 morts, dont 581 enfants, sans parler des 8 années de blocus israélien de la région.

Nous voulons aller à Gaza pour évaluer la situation par nous-mêmes. Cela nous permettra de relayer cette information au Parlement européen et favoriser une plus grande fourniture de l'aide humanitaire de l'UE à Gaza et la fin du blocus et de l'occupation. Nous appelons les autorités israéliennes à revoir cette décision et nous accorder l'accès ».

Les Députés ont commencé leur visite à Jérusalem en rencontrant des organisations israéliennes, y compris Rabbins pour la Paix, Briser le silence et combattants pour la paix. Ils ont par la suite visité Jérusalem pour obtenir une meilleure compréhension de la situation là-bas sur le sol avant de rencontrer le journaliste de Haaretz Amira Hass, reconnue mondialement pour son reportage sur l'occupation de la Palestine. La délégation rencontrera le Gouverneur de Jérusalem M. Adnan Alhusseini et d'autres dignitaires Palestinien ce soir.

FRANÇOIS ASENSI (DÉPUTÉ FDG) A DEMANDÉ LA RECONNAISSANCE DE L'ÉTAT PALESTINIEN PAR LA FRANCE

Monsieur le ministre des Affaires étrangères,

Le conflit israélo-palestinien n'en finit plus d'être une tragédie. L'assassinat de 3 adolescents israéliens est un acte barbare que les députés du Front de gauche condamnent sans appel.

Parce que leur mort est injuste, elle ne doit en aucun cas conduire à d'autres injustices. Depuis le déclenchement de la riposte israélienne, 10 civils sont tombés en Cisjordanie. Le numéro 2 de l'ONU redoute « une troisième intifada ».

Il faut dire Non à une nouvelle punition collective du peuple palestinien. Non aux représailles. Non à la loi du Talion qui est illégitime dans un Etat démocratique et civilisé.

***

Le fond du problème, c'est toujours la colonisation et les violations du droit international par Israël.

Le peuple palestinien n'en peut plus de l'hypocrisie des pays occidentaux. Avec le soutien des pays européens, Israël vient ainsi d'être élu à la Vice-Présidence de la commission de l'ONU en charge de la décolonisation. C'est un comble ! C'est une prime à la colonisation qui s'intensifie dans les territoires occupés. Comment la France a-t-elle pu donner son accord à une telle décision ?

***

La voie de la paix, c'est inévitablement la reconnaissance d'un État palestinien vivant en paix avec son voisin israélien, dans les frontières de 1967, avec pour capitale Jérusalem-Est.

C'est à la communauté internationale de prendre ses responsabilités. C'est à la France, qui a su défendre la liberté des peuples dans l'Histoire, d'accomplir enfin cet acte fort.

C'est la troisième fois en trois ans que je vous le demande. Monsieur le ministre, la France va-t-elle enfin reconnaitre l'Etat palestinien, comme s'y était engagé le candidat François Hollande ? »

François ASENSI

Député de Seine-Saint-Denis

Membre de la commission des Affaires étrangères

Vice-Président du groupe d'amitié France-Palestine

IRAK
QUELLE SITUATION ?

// Introduction à la commission des Relations internationales du PCF du 4 juillet 2014

Chacun a pu suivre les événements qui se déroulent en Irak. Les faits bruts vous les connaissez. Il y a plusieurs mois, on a assisté à une offensive militaire politico-religieuse de l'Etat Islamique en Irak et au Levant (EIIL) qui met en déroute l'armée irakienne et s'empare de villes importantes comme Mossoul et de plusieurs régions de Nord et de l'Ouest. L'armée irakienne étant incapable de faire face à cette offensive, les leaders religieux chiites appellent à la mobilisation.

En réalité, c'est une coalition regroupant, outre l'EIIL, des tribus sunnites et des anciens cadres de l'armée irakienne du temps de Saddam Hussein. Bagdad est menacé. Le gouvernement Al Maliki est paralysé, appelle à l'aide son allié, les États-Unis.

Résultat, après avoir subi un premier revers face aux kurdes, qui reprennent Kirkousk, EIIL annonce la création d'un califat à cheval sur l'Irak et la Syrie, sur les territoires des 2 pays qu'il occupe.

Voilà pour les faits bruts.

Deux remarques préliminaires :

Dans ce conflit, les aspects religieux sont présents, mais il n'y pas que du « religieux», loin de là. On va voir comment cette situation est en germe dans les décisions politiques prises ces dernières années.

Ensuite, il faut comprendre que depuis sa naissance, l'Irak a toujours été sous influence étrangère : anglaise, puis américaine et les événements actuels découlent en grande partie de cette situation.

En effet, ces événements ont des causes multiples. Ils tiennent à la fois à des facteurs internes, relevant de décisions politiques du gouvernement d'Al Maliki, mais aussi aux conséquences de l'intervention militaire des Etats-Unis dans ce pays en 2003, qui a ouvert la porte aux dérives confessionnelles actuelles, notamment par l'adoption en 2005 d'une nouvelle Constitution.

Mais nous allons le voir, l'Irak et les Etats-Unis ont une histoire de relations commune, ancienne, liée à ce qu'a été le rôle de l'Irak ou supposé être, au Proche-Orient, un Proche-Orient bouleversé par l'instauration en 1979 de la République islamique en Iran, l'intensité de la guerre froide avec l'intervention de l'URSS en Afghanistan, l'absence de résolutions et de solutions aux aspirations du peuple palestinien, et la montée progressive des groupes politico-religieux.

Tout cela évidemment sur fond de pétrole, élément majeur pour toutes les puissances régionales et internationales. L'Irak possède les 4e réserves mondiales et a une capacité de production de 12 millions de barils/jour, bien au-dessus par exemple de l'Iran.

Tout cet ensemble constitue un faisceau de raisons qui conduit à constater qu'il y a bien une « question irakienne », originale, faite d'éléments contradictoires, d'intérêts mêlés et opposés, formant sa complexité, dans un pays neuf sans maîtrise réelle sur son destin depuis sa naissance.

Cela nous conduit à éviter toute simplification, avec le risque d'y tomber, même s'il s'agit de rechercher des pistes, de solutions politiques afin d'éviter de nouveaux conflits qui ont ensanglanté ce pays depuis plus de 30 ans, avec les risques d'élargissement régional.

Ce que vit l'Irak aujourd'hui est donc le résultat de son histoire récente, des interventions étrangères impérialistes, de l'absence de traditions démocratiques, d'un pays situé dans un Proche-Orient qui concentre aujourd'hui tous les facteurs de haute conflictualité, avec le drame syrien, les aspirations nationales du peuple kurde, l'affrontement chiite/sunnite, qui se mêlent et interfèrent dans la situation irakienne, dans des formes inédites, posant des questions conduisant à s'interroger sur la capacité de l'Irak à exister encore demain...

Question pas si nouvelle, comme nous allons le voir.

Alors que faire dans cette situation pour dégager un chemin vers la paix, le développement, la démocratie... Quel rôle et quel apport des forces démocratiques ? Quelle intervention des institutions internationales pour éviter l'éclatement de l'Irak et prolonger ainsi des conflits à répétition.

Quelle nouvelle conception dans les relations internationales, débarrassée de toute volonté de domination, d'interventionnisme, et d'imposer un modèle.

Comment éviter que ce pays explose pour se transformer en enclaves communautaires et confessionnelles, sous contrôle étranger.

Ces questions sont au cœur des événements actuels et personne ne peut prédire ce qu'il en sera dans les jours qui viennent.

COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

Répondre à cette question nous oblige à regarder l'histoire récente de l'Irak.

L'Irak a été créée officiellement en 1920. Elle est placée, suite à l'accord de San Remo sous régime monarchique, de la dynastie hachemite, demeure sous influence britannique jusqu'en 1958, année où le régime est renversé. Entre temps, elle avait connu une pseudo-indépendance en 1932.

En 1963, coup d'Etat du parti Baas qui renverse le gouvernement, suivi d'un 2e coup d'Etat en 1968 beaucoup moins sanglant que le précédent. A la manœuvre, toujours le parti Baas, parti nationaliste, progressiste dans la distribution de la rente pétrolière, laïc, autoritaire et anti-communiste (répression violente du PCI en 1963).

Dans les années qui suivent les années 70, l'Irak reconquiert sa souveraineté, gagne le statut de puissance régionale, le parti Baas se taille l'Etat à sa main (armée et administration), signe un accord d'autonomie avec les kurdes, nationalise le pétrole irakien. L'Irak prend la tête du front du refus avec la Libye, l'Algérie, l'OLP, le Yémen du Sud après les accords de Camp David entre l'Egypte et Israël. Se forme le Front national progressiste avec le Baas, le PCI et le PDIC.

Durant cette période, les USA, qui observent l'Irak, où il a déjà des intérêts pétroliers, sont mi figue-mi raisin. Contents quand le Baas réprime le PCI ou se fâche avec l'URSS, pas contents quand l'Irak passe des accords avec l'ennemi soviétique ou menace Israël, nationalise le pétrole.

Mais 1979 arrive et bouleverse la donne. Deux événements majeurs adviennent qui vont modifier profondément l'équilibre de la région.

C'est d'abord la Révolution islamique en Iran qui va devenir un épouvantail pour les Occidentaux, mais pour l'Irak aussi. Ensuite, c'est l'intervention de l'Union soviétique en Afghanistan.

Enfin, événement tout de même, la prise du pouvoir par Saddam Hussein qui écarte le président en place.

POURQUOI CES ÉVÉNEMENTS BOULEVERSENT-ILS LA CARTE GÉOPOLITIQUE RÉGIONALE ?

Jusqu'à cette année 1979 -nous sommes en pleine guerre froide- les USA peuvent s'appuyer dans cette région sur 4 alliés sûrs et puissants :

- la Turquie, membre de l'OTAN

- Israël qui combat les aspirations palestiniennes

- l'Arabie saoudite avec qui ils passent des accords pétrole contre sécurité

- et l'Iran

Or, avec la chute du Shah, avec quoi se conjugue ce qu'ils appellent « l'expansionnisme soviétique », les USA vont être à la recherche d'un nouvel allié, avec qui il va nouer une alliance stratégique, car anti-soviétique et anti-chiite. Ce pays est l'Irak, pays qu'ils connaissent bien, ayant pris, dès sa naissance, des parts dans les compagnies pétrolières. Cette histoire d'amour va durer jusqu'en 1991, à ce qu'on appelle la 1ère guerre du Golfe. En réalité, la 2e...

Car, avant, il y aura une guerre terrible, la guerre Irak-Iran qui aura duré près de 9 ans. Poussé, financé, armé par les Occidentaux et ses alliés régionaux comme l'Arabie saoudite, l'Irak attaque l'Iran en septembre 1980. La guerre finira en août 88.

Elle aura fait 180.000 morts du côté irakien, 500.000 du côté iranien. Elle aura coûté 452 milliards à l'Irak qui en sortira épuisé, endetté jusqu'au cou, en pleine banqueroute. Cette guerre qui aura coûté 1100 milliards de dollars aura été alimentée par les puissances occidentales, l'URSS, la Chine, au total, une soixantaine de pays y auront contribué.

La doctrine américaine fut donc scrupuleusement appliquée. Kissinger l'avait résumé dans cette formule : « Nous voulons qu'ils continuent de se tuer le plus longtemps possible ». Les tueries furent en effet massives. Je vous renvoie aux interviews d'officiers irakiens, dont les soldats refusaient de tirer sur les gamins d'en face, qu'ils considéraient comme leurs petits frères. Faut-il rappeler que tous ces soldats étaient chiites, tant du côté irakien qu'iranien.

Quant à Israël, elle aidait l'Iran pourtant son ennemi déclaré.

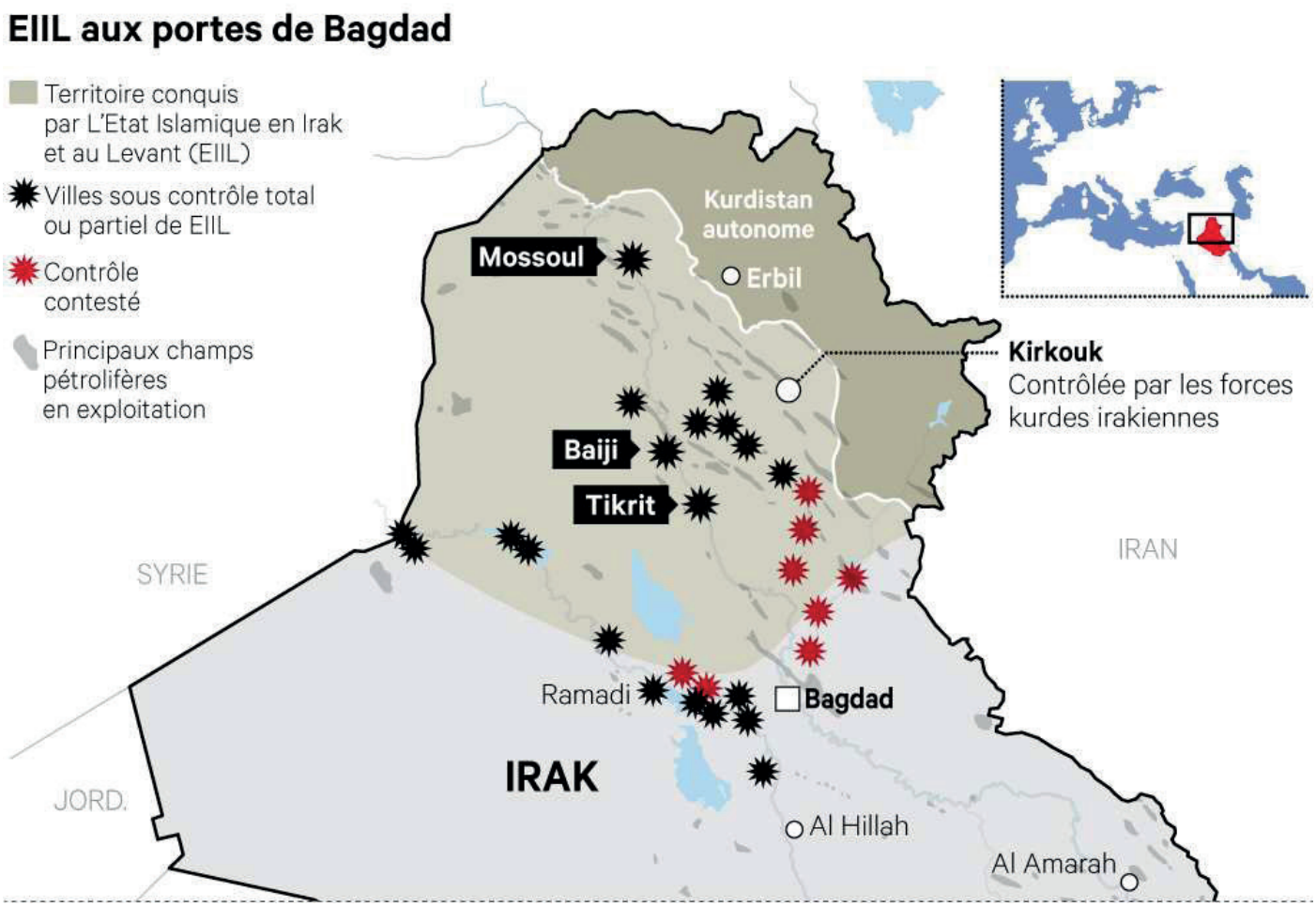
Trois ans après la fin de cette guerre, l'Irak envahit le Koweït qu'il revendique comme faisant partie de son territoire. Face à cette intervention, validée par l'ONU, une coalition se forme, conduite par les USA et l'Angleterre. La France y participe. L'Irak doit quitter le Koweït.

Toutefois, Saddam Hussein reste au pouvoir, sous protection de Bush père, qui lui laisse les mains libres et les moyens militaires nécessaires pour écraser l'intifada chiite dans le Sud, et les Kurdes dans le Nord.

A la suite, de 1991 à 2001, l'Irak est placée sous contrôle états-unien, sous embargo, et se met en place l'accord pétrole contre nourriture. C'est la population irakienne qui va le plus en souffrir.

Survient en 2001, le 11 septembre, qui déclenche aux USA l'appel à la guerre au terrorisme, contre l'axe du mal (Iran, Irak, Corée du Nord) qui va devenir le cœur de la politique américaine impulsée par Bush fils.

Jusqu'à l'intervention militaire, au nom du



concept de « guerre préventive » afin de détruire les supposées armes de destruction massive, monté de toutes pièces par l'administration américaine.

Cette intervention va déboucher sur 8 ans d'occupation, 8 ans de guerre larvée, de résistance armée contre l'occupant, de guerre civile (2006-2008), et sur un pays et un Etat détruit.

On compte les morts par centaines de milliers : 30 000 pour l'administration Bush, de 1 à 1,5 million pour des centres de recherche anglais et américains. Par ailleurs, 500 000 officiers de l'armée irakienne et cadres de l'administration, considérés proches du pouvoir, vont être licenciés et perdre toutes pensions et retraites.

Au plan institutionnel, Paul Brenner, « gouverneur » de l'Irak, met en place en 2005 une Constitution favorisant, dans le système électoral, des critères éthiques et confessionnels, et la création de régions avec de nouveaux pouvoirs économiques et politiques, favorables aux chiites et aux kurdes. Les sunnites vont être les exclus de ce processus qui vise à affaiblir l'état central.

En 2011, les Etats-Unis quittent le pays mais laissent sur place des centaines de sociétés de sécurité privée. Durant toute cette période, l'Irak aura vu débarquer des « investisseurs » anglo-saxons qui auront fait fortune, les services publics auront été privatisés, un véritable plan d'ajustement structurel à la sauce libérale.

C'est aussi dans cette période que naissent différents projets provenant des USA sur un redécoupage du Moyen-Orient.

L'idée n'est pas nouvelle. C'est même par cet acte qu'a été scellé la naissance de l'Irak qui correspond à l'ancienne Mésopotamie.

En 1916, un accord secret est signé entre représentants anglais et français (Sykes-Picot) qui anticipe un redécoupage des anciens territoires sous domination ottomane.

Cet accord prévoit de donner à la France comme puissance mandataire le Liban et la Syrie, et à l'Angleterre, l'Irak, le Koweït, la Palestine, la Jordanie. Ces accords seront validés officiellement par la Société des nations en 1920 et 21. Ces accords violaient les engagements pris par les alliés, notamment les Anglais, de confier les futurs Etats issus du démembrement de l'empire ottoman aux forces arabes qui les avaient combattu. Ce qui fait que ces pays ne cesseront de connaître des mouvements nationalistes face aux puissances coloniales, qui joueront sur les confessionnalismes pour combattre nationalistes et progressistes.

Les USA jouent leur partition de nouvelle et jeune puissance, sortie victorieuse de la guerre 14-18, et cherchent à s'installer dans cette région, riche en pétrole. Ils exigent d'avoir leur part dans le vis-à-vis des compagnies pétrolières, ils développent la théorie du droit des peuples à décider eux-mêmes, l'autodétermination, visant à écarter les anciennes puissances coloniales,

LE RÔLE DE L'ONU ET DE SES ETATS MEMBRES SERAIT DE PRENDRE LA MAIN DANS CE DOSSIER ET NE PAS LE LAISSER AUX USA.

l'Angleterre et la France.

C'est ce qui va être fait, suite à la crise du Canal de Suez en Egypte en 1956, qui correspond à un passage de flambeau de puissance à une autre.

Donc, que les USA réfléchissent dans les années 2000 à un nouveau Moyen-Orient n'a rien de surprenant. Ce projet n'est pas d'ailleurs seulement celui des néo-conservateurs.

D'AUTRES PROJETS EXISTENT.

En 2004, le G8 adopte un projet, le « Grand Moyen-Orient » (GMO) qui fixe un certain nombre d'objectifs politiques, financiers, économiques et sociétaux à l'égard des pays de la région, censé faire rentrer les peuples de la région dans la mondialisation libérale, en s'en prenant à tous les aspects de ces sociétés, et en y intégrant les spécificités religieuses. Le modèle occidental est relancé, porteur d'une nouvelle civilisation.

En 2007, Biden, aujourd'hui vice-président, à l'époque sénateur, avance le projet de partition de l'Irak sur des bases confessionnelles entre chiites/sunnites et kurdes, ce que la Constitution de 2005 porte en germe.

A l'époque, tous ces projets sont rejetés par les Irakiens et les forces progressistes de la région mais, depuis, les événements leur ont donné consistance. Les kurdes ont renforcé leur autonomie au plan politique et économique, commercent leur pétrole avec la Turquie et les chiites, situés dans le Sud, où on trouve 60 % du pétrole irakien, rêvent de s'émanciper.

Les sunnites, marginalisés sous Maliki, alors qu'ils ont été l'élite du pays sous les Ottomans, apportent leur soutien, pour une part, à Al Qaida d'où émane EI, qui vient de proclamer son califat.

Toutefois, cette grille de lecture sur des critères purement religieux est loin de faire l'unanimité dans toutes les forces sociales et politiques du pays.

L'émergence de EI perturbe le projet des USA d'un Irak éclaté qui présenterait à leurs yeux l'avantage d'affaiblir l'acte chiite Hezzbolah, Irak-Iran, alimenterait le conflit entre groupes militaro-religieux chiites et sunnites, mais qui risque de devenir incontrôlable.

Sans l'Irak, Israël perdrait, comme l'Arabie saoudite, une puissance régionale rivale. On le voit, tous ces projets ont leur revers de la médaille.

L'impasse politique actuelle, l'incapacité du Parlement irakien à élire un premier ministre et mettre en place un gouvernement, alimentent les forces centrifuges.

Le seul chemin est donc celui du dialogue national et de la réconciliation entre les différents courants de la société irakienne. Reste que Maliki est discrédité et bien qu'arrivé en tête des dernières élections, il est loin de faire consensus.

Le chemin du rassemblement que nous soutenons est celui des forces progressistes irakiennes dont le PCI et de beaucoup d'hommes et de femmes dans la société irakienne.

Sans aucun doute, il s'agit aussi de faire barrage aux ambitions de EI, devenu Etat Islamique, et faire échec à leur projet politique de l'installation d'un califat. La réponse militaire est la seule aujourd'hui susceptible d'y parvenir et c'est aux Irakiens de s'en donner les moyens.

Le rôle de l'ONU et de ses Etats membres serait de prendre la main dans ce dossier et ne pas le laisser aux USA. Les discussions en cours sur le nucléaire iranien, et la situation en Irak, ne sont pas sans liens.

Un échec à Vienne des discussions entre l'Iran et les 5 + 1, une crise irakienne qui s'approfondirait, la guerre civile en Syrie continuant, et l'absence d'avancées en faveur d'un Etat palestinien, ouvrirait une ère d'incertitude et de danger pour la région et au-delà. Cette région doit bénéficier d'une intervention internationale reconnue par tous visant à faire baisser les tensions.

La volonté américaine de vouloir continuer à régenter cette zone, à servir ses propres intérêts, avec des alliés aux politiques autoritaires et niant le droit des peuples (Israël, Arabie saoudite, Turquie) est source de confrontations.

Une fois encore, se pose au plan international, la mise en place d'une politique de prévention des conflits.

Quels outils de suivi, d'alerte, de contrôle pour anticiper les crises alors que, sous nos yeux, celles-ci naissent, se déploient et se transforment en confrontations.

Il y a besoin d'une réflexion nouvelle sur cette région. C'est déjà le cas avec le projet de dénucléarisation. L'ONU pourrait provoquer, avec les pays concernés, une conférence internationale, avec l'objectif de maintenir l'intégrité territoriale de ces pays, d'assurer des accords de sécurité, d'élaborer des projets de développement, dans un cadre politique inclusif et démocratique, avec le partage de la rente pétrolière.

Patrick Margaté
Commission des relations internationales

UKRAINE QUEL AVENIR ?

Six mois après le début de l'opération « antiterroriste », le président ukrainien Petro Porochenko a été contraint de mettre un terme à son offensive militaire et de conclure deux accords de cessez-le-feu les 5 et 20 septembre à Minsk avec les « séparatistes » des républiques autoproclamées de Donetsk et Lougansk, puis de concéder un début d'autonomie. Dans une démarche visant à la désescalade face à Moscou, l'application de l'accord UE/ Ukraine a été reportée à fin 2015.

Malgré ces accords intervenus entre les protagonistes d'une part, et avec la Russie et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) d'autre part, des dizaines de civils et combattants ont péri. Les combats ont encore fait rage début octobre autour de l'aéroport stratégique de Donetsk. Une école dans cette ville a été prise pour cible par l'armée le jour de la rentrée des classes. Parallèlement, la presse russe a fait état de découvertes de charniers dans l'Est de l'Ukraine.

Une rencontre Porochenko-Poutine a visiblement conduit à conclure le cessez-le-feu. Mais le changement de stratégie de Kiev s'explique surtout par les revers militaires de son armée ainsi qu'une situation économique tendue.

En effet, alors que Porochenko avait fait le choix après son élection à la présidence de réduire militairement les forces du Donbass (Est), le « roi du chocolat » a du en rabattre : des milliers de soldats ukrainiens ont été en- cerclés, voire décimés fin août par les « pro russes ». Début octobre, les forces ukrainiennes ont abandonné leurs armements lourds en se repliant. Les dirigeants de Kiev ont expliqué les causes de cette véritable Bérézina par la présence de militaires russes aux côtés des combattants du Donbass. Accusations rejetées par le Kremlin.

Toutefois, le conflit a provoqué un profond séisme, voire une brisure irrédentiste, qui pour certains analystes serait irrémédiable, notamment à l'Est où des troupes régulières aidées des milices néonazies de la Garde nationale ont tiré sur des populations civiles.

UNE GUERRE QUI NE DIT PAS SON NOM

Cette guerre, qui ne dit pas son nom, a fait près de 3600 morts, selon l'ONU. Mais également des milliers de blessés, quelque 500.000 déplacés et des destructions massives notamment à Donetsk et Lougansk. Globalement, cette crise a provoqué tout au long de l'été un regain de tension sans précédent sur le continent eu- ropéen depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Ce fut notamment le cas lorsque le 17 juillet un Boeing 727 malaisien avec 298 passagers à bord a été abattu au-dessus de la zone des combats dans l'est de l'Ukraine. Chacune des parties rejetant sur l'autre la responsabilité de cet incident.

L'ONU et la communauté internationale en général ont fait preuve d'une incapacité à prendre des initiatives pour régler le conflit.

A contrario, la situation en Ukraine a été utilisée pour une réactivation de l'affrontement entre la Russie et l'Occident, Etats-Unis et UE en tête. Preuve en est le sommet de l'OTAN début septembre au Pays de Galles où une force d'action ultra rapide a été mise en place dont certains éléments pourront se déployer dans les pays baltes et la Pologne, aux frontières de la Russie,. De partenaire, la Russie est (re) devenue l'ennemi.Cette crise marque la fin du « reset » le fameux concept d'Obama sur le réchauffement des relations entre le Kremlin et la Maison Blanche. Désormais, on assiste à un regain d'influence de l'Alliance atlantique dans un contexte de « guerre tiède », qui

DEPUIS FÉVRIER 2014, LES COMMUNISTES UKRAINIENS ONT ÉTÉ LA CIBLE DE LA PART DES FORCES DE L'EXTRÊME DROITE DE NOMBREUSES VIOLENCES : SIÈGES DU KPU INCENDIÉS, ATTAQUES PHYSIQUES ET MENACES CONTRE PETRO SIMONENKO (CI-CONTRE), LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU KPU, AGRESSIONS AU PARLEMENT, ETC.).

n'a plus de substrat idéologique, depuis la chute de l'URSS. La stratégie de la Maison Blanche en utilisant la situation en Ukraine est bien de faire pièce à la volonté de Moscou de marquer sa zone d'influence dans l'ex-URSS et surtout de revenir au devant de la scène internationale en qualité de grande puissance.

D'autant que depuis 2008 (date de la crise géorgienne), face au partenariat oriental et à l'avancée de l'Otan, le Kremlin a décidé d'enfoncer un coin dans la stratégie américaine pour mettre un terme à la vision d'un monde unipolaire, reflet de la théorie sur « la fin de l'histoire ». En clair, la Russie avec les Brics conteste la mondialisation sous la férule outre atlantique. Mais, contrairement aux discours dominants, il n'est pas dans le calendrier russe l'idée de refonder une nouvelle URSS, comme le laissent entendre les medias dominants sous pression.

UN APPAREIL POLITIQUE À LA BOTTE DE POROCHENKO

Sur le plan politique, le président ukrainien a décidé de rebâtir un appareil politique (en mettant hors jeu l'égérie de la Révolution orange de 2004, Ioulia Timochenko) à sa botte pour poursuivre le contrôle par le clan des oligarques qui a mis en coupe réglée le pays depuis 1991 (date de l'indépendance de l'Ukraine après la chute de l'URSS). Porochenko a convoqué ainsi des élections anticipées le 26 octobre.

Sous prétexte de la crise, il a mis en cause le pluralisme politique symbolisée par le lancement d'une procédure d'interdiction du Parti communiste d'Ukraine, une des forces politiques importantes de ce pays, qui comporte un groupe parlementaire à la Rada fort de 32 députés. La demande d'interdiction du PC est basée sur des accusations de collusion avec les séparatistes de l'Est du pays, ce que nient les communistes.

Depuis février 2014, les communistes ukrainiens ont été la cible de la part des forces de l'extrême droite de nombreuses violences : sièges du KPU incendiés, attaques physiques et menaces contre Petro Simonenko, le secrétaire général du KPU, agressions au parlement, etc.).

LE PARTI COMMUNISTE D'UKRAINE

Cette accélération du processus d'interdic tion du PC d'Ukraine, ajoutée à la volonté de régler par la force la situation dans le Donbass, sont survenus après la signature de l'accord d'association entre l'Ukraine et l'UE. Le peuple n'a pas été consulté sur le contenu de cet accord, comme l'avait proposé le PCU.

Ce dernier avait lancé l'idée d'organiser un référendum –à l'époque de l'ex-président Viktor Ianoukovitch- pour offrir aux Ukrainiens de choisir entre l'accord économique avec l'UE ou avec la Russie. Dans le même temps, les communistes avaient proposé une autonomisation des régions. En vain.

Aujourd'hui, le conflit perdure dans l'est de l'Ukraine. Les dirigeants des Républiques autoproclamées on rejeté les propositions d'autonomie qui ne concernent que les zones de Donetsk et Lougansk. Ils ont refusé la tenue des élections anticipées du 26 octobre et lancé leur propre calendrier électoral fixé au 2 novembre.

Dans ce contexte de crise persistante, l'avenir de l'Ukraine (fédération, autonomie etc) se pose fortement. Quelles relations seront instaurées entre Kiev et son voisin russe sur le plan économique après l'accord UE/Ukraine.

A l'approche de l'hiver, c'est avant tout la question du gaz qui est dans tous les esprits. Des discussions ont lieu à Bruxelles entre l'UE et l'Ukraine auxquelles devrait s'adjoindre la Russie. Quid des reprises par Gazprom des livraisons de gaz à l'Ukraine, qui ont été interrompues en juin. En échange du paiement de 3,1 milliards de dollars (sur les 5,3 milliards dus, selon Moscou) avant la fin de l'année, Gazprom devrait fournir 5 milliards de m3 de gaz à l'Ukraine avant l'hiver. D'autant que la Russie assure 30% des importations européennes de gaz, dont la moitié transite par l'Ukraine.

La situation économique dramatique en Ukraine se complexifie d'un risque de crise sociale à l'approche de l'hiver. D'ores et déjà, sous les prix du gaz pour les ménages ont augmenté de 40%.

Patrick Kamenka
Commission des relations internationales

UKRAINE // LA RESPONSABILITÉ DE L'UE ET DE L'OTAN

L'offensive du président Porochenko cet été –rupture de la trêve et organisation d'opérations militaires visant à rétablir la souveraineté de Kiev sur les deux républiques populaires autoproclamées du sud et de l'est du pays- a débouché sur un véritable conflit aux conséquences internationales imprévisibles.

Tout semble avoir été employé contre les bastions irrédentistes : les troupes de choc, mais aussi les blindés, l'aviation et des bataillons de volontaires de la Garde nationale, bien souvent formés par des éléments ouvertement fascistes.

Cette offensive militaire est survenue aussitôt après la signature des derniers volets de l'accord d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine, accord qui a été ratifié le 16 septembre par le Parlement ukrainien mais qui n'entrera en vigueur qu'en 2015, contrairement à ce qu'avait annoncé Porochenko qui, le même jour ,demandait un « statut spécial » de son pays avec l'OTAN.

De fait, l'UE a une part importante de responsabilité dans la situation que vit l'Ukraine. Au lieu de tenter de mettre sur pied des politiques de coopération sur une base d'égalité et de réciprocité, elle a considéré son rôle comme devant favoriser une extension de sa zone d'influence. Non pas simplement pour intégrer de nouveaux pays en son sein, mais pour y donner une orientation politique et économique particulière.

AU LIEU DE TENTER DE METTRE SUR PIED DES POLITIQUES DE COOPÉRATION SUR UNE BASE D'ÉGALITÉ ET DE RÉCIPROCITÉ, L'UNION EUROPÉENNE A, POUR UNE PART, CONSIDÉRÉ SON RÔLE COMME DEVANT FAVORISER UNE EXTENSION DE SA ZONE D'INFLUENCE.

Ainsi, dans l'accord de partenariat et de coopération UE-Ukraine entré en vigueur en 1998 il était déjà spécifié qu'au-delà des élections libres, il était nécessaire de mettre en place une libéralisation économique visant à instaurer une économie de marché. C'est-à-dire ouvrir la porte aux privatisations et, donc, renforcer le pouvoir des oligarques.

Par exemple lors du conseil de coopération UE/Ukraine (Luxembourg, 24 juin 2013) - pour préparer et faciliter l'exécution de l'accord de coopération- il était précisé que « les parties coopèrent pour soutenir l'Ukraine dans l'établissement d'une économie de marché pleinement fonctionnelle et à rapprocher progressivement ses politiques (économiques) de celles de l'UE ».

On y disait vouloir assurer l'indépendance de la banque nationale ukrainienne « y compris avec les soutiens d'experts de l'UE, y compris de la BCE. »

Cette intégration dans les normes de l'Union européenne va de pair avec le développement de l'OTAN dans toute la partie orientale de l'Europe.

Le 31 août dernier, avant le sommet de l'OTAN de Newport (Royaume-Uni), Barack Obama se rendait en Estonie, mettant en garde Vladimir Poutine si la Russie s'en prenait à un pays de l'alliance. Il faisait alors référence à l'article 5 de la Charte de l'OTAN qui permet, si l'un des pays membres est menacé, aux autres pays de l'alliance d'intervenir militairement.

Quant au général français Jean-Paul Palomeros, « commandant suprême pour la transformation de l'OTAN », il expliquait que l'Alliance avait la volonté et les ressources suffisantes pour accomplir l'ensemble des exercices militaires en Europe orientale et que le rythme de ces exercices se poursuivrait ces prochaines années. Par ailleurs l'OTAN prévoit un exercice simultané en Espagne, au Portugal et en Italie courant 2015 qui impliquera 25 000 soldats et qui sera le plus grand exercice militaire de l'Alliance depuis dix ans.

En somme, l'OTAN se renforce et accélère l'élargissement de sa zone d'actions.

Ainsi l'actuel secrétaire général de l'Alliance, Andres Fogh Rasmussen déclarait au Guardian le 27 août dernier « nous allons adopter ce que nous appellerons un «plan d'intervention rapide» dans le but d'être en mesure d'agir rapidement dans le tout nouvel environnement de sécurité européenne. (…) Maintenant nous devons développer au sein {de la force d'intervention rapide, qui existe déjà} ce que j'appellerais un «fer de lance» à très très haut niveau de rapidité ». « Il y aura besoin, déclarait-il alors, d'installations de réception dans les pays d'accueil » (bases, équipements, quartiers généraux). « L'essentiel, affirmait-il en conclusion, est qu'à l'avenir il y aura une présence plus visible de l'Otan à l'est ».

Jacques Dimet
Commission des relations internationales

PLUS UN SOU POUR LE CAPITAL

PCF
Parti communiste français

FRONT DE GAUCHE

UNION EUROPEENNE // CONSEIL EUROPEEN DES 26 ET 27 JUIN 2014

L'Union Européenne poursuit assurément son cours libéral. Cette orientation est inscrite en filigrane dans les décisions du Conseil européen de juin dernier. Elle est réaffirmée avec la nomination de la nouvelle Commission européenne (nous y reviendrons dans le prochain numéro de la LRI) et c'est ce qu'ont révélé les « petits compromis entre amis » chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates et l'élection de Juncker à la tête de la Commission.

Le 25 mai 2014, les élections européennes étaient marquées par un recul des deux partis ayant structuré depuis son origine la construction de l'Union européenne, les partis regroupés autour de la démocratie chrétienne du Parti populaire européen (221 sièges contre 274 en 2009) et les partis sociaux démocrates et socialistes (191 sièges contre 194).

A droite ce recul a été compensé par la poussée de la droite conservatrice souverainiste (Alliance des conservateurs et des réformistes : 3e groupe au PE avec 71 sièges ; et des partis populistes europhobes réunis autour de l'ELDD (7e groupe avec 48 sièges). L'extrême droite proprement dite (Alliance européenne pour la liberté, constituée autour du FN en France ; du FPO autrichien et du PVV de Wilders aux Pays-Bas), progresse également avec 35 sièges mais ne parvient pas à constituer un groupe.

Elle a été écartelée entre la difficulté de trouver des alliances avec les composantes les plus ouvertement néofascistes du PE (Aube dorée en Grèce, Jobbik en Hongrie, en Pologne et en Allemagne) et le choix de certaines formations d'extrême-droite de rejoindre d'autres groupes d'une droite européenne d'autant plus radicalisée ainsi sur des positions ultra-libérales et xénophobes.

A gauche, le recul des partis socialistes et sociaux-démocrates n'est pas suffisamment compensé par une progression, certes significative -bien qu' elle-même contrastée- de la gauche transformatrice et d'alternative qui, au sein du GUE-NGL, obtient 52 députés contre 35 en 2009 (nette progression en Grèce avec Syriza, en Espagne avec IU et Podemos, au Portugal avec le PCP et en Irlande avec le Sinn Fein). Le GUE-NGL est le seul groupe qui progresse à gauche et il devient le 5e en importance devançant les Verts européens qui reculent avec 50 sièges contre 58.

Il s'agissait donc d'abord pour les dirigeants européens -lors du sommet européen de juin 2014 - d'organiser le prochain cycle institutionnel et d'adopter le programme stratégique de l'UE, ses priorités pour les cinq prochaines années, en lien avec la présidence italienne de l'UE qui se déroulera du 1er juillet au 31 décembre 2014 ; et afin de tenir compte, selon les termes des conclusions du Conseil du « désenchantement » que traduit la poussée « eurosceptique », lors des élections.

Ils l'ont fait, en renforçant d'abord le consensus, voire le « perpétuel compromis » , entre sociaux démocrates et chrétiens démocrates, en renforçant de plus cet axe avec les libéraux ; c'est ainsi qu'ils comptent mettre en œuvre la feuille de route de l'UE.

La désignation du candidat de la droite européenne, le luxembourgeois Jean-Claude Juncker –certes rendue probable par le fait qu'elle émanait du parti qui était arrivé en tête des élections- est devenue incontournable, dès lors qu'elle recevait le soutien du groupe de l'Alliance progressiste des socialistes et des démocrates et de son candidat le social démocrate allemand Martin Schultz ainsi que des libéraux. (Seuls le leader des conservateurs britanniques David Cameron et celui de la droite hongroise Victor Orban se sont opposés à la désignation de Juncker, lors du conseil européen).

LA GRANDE COALITION

La première session du parlement européen, ouverte le 1er juillet, a poursuivi dans le même registre de « grande coalition » entre droite (libéraux compris), socialistes et sociaux démocrates pour la désignation du président du Parlement européen.

Martin Schulz a été élu président du PE avec le soutien de 409 des 621 eurodéputés qui se sont exprimés, sur un total de 751 députés. Martin Schulz n'a pas fait le plein des voix (PPE+Socialistes et Démocrates+Libéraux= 492 sièges). Il a devancé lors de ce vote le conservateur britannique Karim Sajjad : 101 voix alors que son groupe ECR a 70 sièges ; viennent ensuite, Pablo Iglesias (Podemos), présenté par le GUE-NGL qui a obtenu 51 voix et l'écologiste allemande Ulricke Lunaceck (Verts européens) avec 51 voix également.

Ainsi la désignation de Jean-Claude Juncker, confirmée par un vote du Parlement européen, le 16 juillet, tout comme celles de Martin Schulz, celles du président du Conseil européen, du Haut représentant aux Affaires étrangères et des futurs commissaires européens qui entreront en fonction le 1er novembre, traduisent la logique du consensus bipartisan droite/social-démocratie, qui régit le fonctionnement des institutions européennes et qui marque de son empreinte les politiques ultralibérales, « austéritaires » et de régression sociale, pratiquées dans le cadre des traités européens depuis l'Acte unique, Maastricht et jusqu'au traité de Lisbonne.

Contrairement à ce qui est dit parfois, il ne s'agit donc pas d'une « coalition technique » entre forces libérales et « social-libérales », mais bien d'engagements précis sur une feuille de route et d'objectifs négociés ensemble, pour tenter cette fois-ci de « stabiliser » le Parlement européen face à la progression des partis « radicaux et extrémistes ».

Les dirigeants sociaux démocrates avaient laissé entendre, avant le sommet européen, qu'ils passeraient à l'offensive pour infléchir -dans le sens de plus de croissance et d'emploi- la politique d'austérité drastique imposée par Angela Merkel.

La déclaration d'intentions élaborée à la veille du sommet à Paris par les leaders sociaux-démocrates (Hollande, Schulz et Matteo Renzi, leader actuel du Parti démocrate italien, bien qu'issu de la Démocratie chrétienne) devait ainsi jeter les bases d'une « confrontation »; le centre gauche européen conditionnant sa participation à une grande coalition, à un assouplissement des règles du pacte budgétaire : une inflexion fondée, disaient-ils, sur la croissance plutôt que sur l'orthodoxie budgétaire ; on allait même jusqu'à suggérer l'idée d'un grand plan d'investissements - un nouveau « Plan Marshall » dans des domaines prioritaires, comme « les infrastructures (énergie), la recherche et l'innovation, l'efficacité énergétique, la formation et la qualification des jeunes, la santé » ; on parlait même de relance du projet de mutualisation des dettes, avec comme instrument les « eurobonds ». Tout cela devait conditionner le soutien donné à Juncker et le mandat donné à la nou-

velle commission européenne, qui s'installera après son acceptation par le PE (« Union européenne : « la gauche à l'offensive , le rose pousse en Europe » titrait à la une Libération).

Mais rien de tout cela n'a été repris dans les conclusions du sommet du 26 juin et dans la feuille de route proposée par les gouvernants européens.

MERKEL EN TÊTE DE PROUE

Loin du tournant annoncé dans le fonctionnement et les orientations de l'UE, c'est la position de l'Allemagne de Merkel qui continue à prédominer : aucune remise en cause significative du pacte de stabilité et de croissance ; tout au plus une flexibilité dans l'application des objectifs de réduction des déficits et de la dette, mais sans remettre en cause les fondamentaux du pacte. Dans le texte adopté par le conseil, l'allusion à la « relance » tant réclamée par Hollande et ses pairs sociaux-démocrates, n'a d'autre valeur que cosmétique. Le texte prône en effet l'engagement de tous à poursuivre « des réformes de structure » c'est-à-dire les privatisations des services publics, la baisse des dépenses publiques ou les réformes des marchés du travail, déjà largement engagées.

De son côté Mateo Renzi, après avoir présenté la présidence italienne, comme « une nouvelle phase pour l'UE » (là aussi avec croissance et emplois à la clé) ; a présenté une feuille de route devant le Conseil où la relance de la croissance et de l'emploi reste subordonnée aux critères de régression sociale : des réformes structurelles ayant pour but notamment une libéralisation accrue du marché des services et une plus grande compétitivité avec la réforme du marché du travail.

Tout cela a d'ores et déjà des conséquences concrètes dans les objectifs qui sont et seront donnés par les gouvernants européens et la nouvelle Commission aux 28 pays membres et qui seront étroitement surveillés et contrôlés (dans le cadre de la procédure dite du semestre européen, les Etats membres doivent respecter les recommandations du conseil européen pour toutes leurs décisions budgétaires, dans leurs réformes structurelles, dans leurs politiques sociales et d'emploi).

Alors que l'Observatoire national de la pauvreté constate une augmentation considérable de l'exclusion, en France et en Europe (plus 6,4 millions d'emplois précaires depuis 2008 ; 123 millions de personnes menacées de pauvreté en 2012); gouvernants de l'UE et FMI continuent à prôner la déréglementation du marché du travail (les conventions collectives) ; la réduction drastique de la fonction sociale de l'Etat (éducation, santé, administration).

Plusieurs exemples :

En Grèce, quatre ans après sa mise sous tutelle budgétaire par l'UE et le FMI ; le rapport annuel du FMI concernant ce pays, tout en signalant « l'embellie » qui aurait permis au pays d'effectuer son retour sur le marché obligataire ; incite néanmoins la Grèce à continuer ses efforts pour réduire encore plus le secteur public ; accélérer les privatisations, réactiver les réformes structurelles qui sont mises en œuvre trop lentement. Le FMI incite donc à serrer la vis pour éviter que les gouvernants du pays -la coalition Droite Pasok-, ne fassent appel à un troisième plan d'aide : incitation donc à de nouvelles mesures de rigueur d'un montant de 5,7 milliards d'euros pour la période 2015-2016 ; elles se concrétiseraient dans de nouvelles coupes drastiques, de nouvelles vagues de licenciement de fonctionnaires, le gel des salaires, une réforme supplémentaire des retraites, l'institution du « lock out » permettant la fermeture d'une entreprise en cas de grève.

Au Portugal, les déclarations de la commission européenne critiquant les décisions du Tribunal constitutionnel portugais qui a, à plusieurs reprises, mis en cause les décisions du gouvernement de droite portugais de mise en œuvre de droits et acquis sociaux inscrits dans la Constitution ; ont suscité l'indignation tant elles représentaient « une ingérence inadmissible dans les affaires internes d'un pays souverain » (déclaration du Parti communiste portugais).

AUSTÉRITÉ AU PROGRAMME

Le programme imposé au pays depuis 2011 par la troïka européenne se verrait prolongé aujourd'hui par de nouvelles mesures de consolidation budgétaires. Peu importe qu'elles soient jugées inconstitutionnelles par le Tribunal constitutionnel portugais; si c'est le cas elles devront être remplacées par des mesures de dimension et de qualité similaires. D'amples mobilisations syndicales sont en cours dans le pays pour exiger la fin de cette politique de démolition sociale.

En France, alors que le gouvernement socialiste convoque une nouvelle Conférence sociale, les 7 et 8 juillet, ce dernier continue à céder devant un patronat qui se déchaîne pour imposer ses critères ultralibéraux de déréglementation sociale affirmant qu'il veut libérer le pays de ses « blocages structurels », c'est-à-dire continuer à mettre en cause l'ensemble des droits sociaux et démocratiques qui ont façonné le « modèle social français depuis la Libération ».

De la même façon et pour structurer le tout, la concrétisation de l'accord sur le « grand marché transatlantique », entre EU et UE sera l'une des priorités de la nouvelle Commission européenne, comme elle l'est déjà pour la présidence italienne de l'UE (déjà ont été dévoilés des pans entiers des négociations en cours révélant en particulier la possibilité d'une plus grande emprise des EU et de leurs entreprises multinationales sur le marché des services publics européens).

On est donc bien loin d'un début de réorientation un tant soit peu progressiste des bases « austéritaires, » de régression sociale et militaristes -comme on le voit dans la crise ukrainienne-sur lesquelles reposent les politiques de l'UE et de ses gouvernants actuels. Derrière la rhétorique de la relance économique et de la croissance, c'est les politiques d'austérité qui vont se poursuivre.

D'où l'exigence pour la Gauche Européenne de continuer à promouvoir (en en créant les conditions) des mobilisations et des rassemblements véritablement transformateurs pour rompre vraiment avec ces politiques et les refonder dans de nouvelles institutions pour l'Europe.

Le Conseil européen du 27 juin s'est aussi félicité de la signature des accords d'association, prévoyant notamment l'instauration de zones de libre-échange approfondi et complet entre l'Union européenne, la République de Moldavie, la Géorgie ; ainsi que la signature des dispositions restantes de l'accord d'association et de l'accord de libre-échange approfondi et complet entre l'UE et l'Ukraine.

FACTEUR DE CRISE ET DE GUERRE

La signature de l'accord avec l'Ukraine a été l'un des détonateurs de la crise politique que vit le pays depuis 9 mois. La position de l'ancien président Ianoukovitch avait exacerbé les tensions en privilégiant d'abord un accord d'association avec l'UE, puis en arrêtant ce processus en tentant de se tourner en même temps vers l'Union douanière avec la Russie. L'UE et les Etats-Unis -qui, pourtant, entre eux, peuvent avoir des intérêts différenciés- portent une lourde part de responsabilité dans la situation de crise politique que vit l'Ukraine aujourd'hui.

L'UE, au lieu de tenter de mettre en place -dans son voisinage- des politiques de coopération sur une base d'égalité et de réciprocité, a décidé -en fait- depuis que le premier accord de partenariat et de coopération UE-Ukraine, est entré en vigueur en 1998 ; de favoriser une extension de sa zone d'influence sur la base d'une libéralisation économique visant à instaurer une économie de marché ; en démantelant progressivement la structure étatique de l'économie ; en favorisant ainsi la mise en coupe réglée des principaux secteurs stratégiques de l'économie par les oligarques qui se sont partagés le pouvoir.

Les conséquences de l'accord avec l'UE seront très douloureuses pour l'économie ukrainienne. Là comme ailleurs, les conditions des réformes structurelles imposées par l'UE et par le FMI se traduiront par un appauvrissement du pays et de sa population. Les restructurations en cours, notamment dans le secteur énergétique, ouvert dorénavant aux investisseurs européens et américains (gestion des infrastructures gazières, possible exploitation du gaz de schiste dans la région de Donetsk) ; attisent d'autant plus les tensions avec la Russie qui tente de développer dans son propre espace de voisinage une union régionale eurasiatique.

Les préconisations de l'UE ne tiennent pas compte de la nécessité de relations égalitaires avec tous les Etats de la région, de la nécessité -dans ce cadre- d'aboutir à un accord stratégique avec la Russie ouvrant la voie à la mise en place d'un système de sécurité collective qui englobe l'ensemble du continent européen.

Au lieu de cela, c'est l'activation des politiques de l'OTAN dans les pays limitrophes de la Russie ; comme dans la politique d'élargissement et de voisinage de l'UE qui a été de plus en plus à l'ordre du jour.

La militarisation par les forces de l'OTAN des pays de l'UE limitrophes de la Russie ; tout comme la tentative de pousser les pays de la Communauté des Etats Indépendants issus du démantèlement de l'URSS à des partenariats/coopérations de plus en plus poussées

avec l'OTAN ; ont aggravé les tensions et les risques de guerre ; comme on l'a vu il y a quelques années en Géorgie et aujourd'hui en Ukraine.

Cela devrait conforter les forces de transformation sociale en Europe –et en France, le PCF- dans une double exigence vis-à-vis de l'UE

- refuser la soumission aux contraintes ultralibérales d'un marché unique euro-atlantique aux conséquences désastreuses pour les peuples de tout le continent européen ;
- responsabiliser l'UE et la France pour qu'elles prennent l'initiative d'une négociation internationale initiant un nouveau projet de sécurité commune, un espace de coopération et de partenariat dégagé de l'étau de l'OTAN.

José Cordon
Commission des relations internationales

PARLEMENT EUROPÉEN // SANCTIONNÉ, L'ESTABLISHMENT JOUE LA GRANDE COALITION CONTRE LES PEUPLES

Dans une Europe dévastée, les fondements libéraux des traités, l'autoritarisme et les politiques d'austérité ont été fortement mis en cause par le vote aux élections européennes de mai 2014.

La sanction des partis responsables de la crise est nette. La droite, les libéraux ainsi que les sociaux-démocrates ont perdu des voix et des sièges dans le nouveau Parlement européen*.

La perte du soutien populaire n'est cependant pas un obstacle, pour les tenants du consensus libéral. La mode est à la grande coalition et la répartition des postes suit son cours. Jean-Claude Junker aura la Présidence de la Commission européenne, Martin Schulz la présidence du Parlement européen, et les discussions vont bon train sur la composition de la Commission.

Jamais la distorsion entre le message exprimé par les peuples et la composition du Parlement et des institutions européennes n'a été aussi visible. Cette situation va renforcer le rejet et la défiance, plonger l'Europe dans les abysses de la crise politique durable, avec le risque, connu, de nouvelles poussées de l'extrême droite. Cette dernière sort, bien qu'ayant échoué à constituer un groupe au Parlement, considérablement grandie des élections. D'autres forces populistes et europhobes ont constitué un groupe, présidé par Nigel Farage du Parti souverainiste UKIP qui est arrivé en tête avec 31% des voix en Grande Bretagne. Le fait que ces forces sont apparues aux citoyens comme l'alternative au consensus néolibéral est très préoccupant.

Là est le grand défi pour la gauche européenne dans son ensemble : être l'alternative connue et reconnue, tant au libéraux de tous poils qu'aux populistes. Beaucoup reste à faire mais nous avons marqué des points. La candidature d'Alexis Tsipras à la présidence de la Commission européenne a été un outil efficace pour rassembler les espoirs et les exigences de nombreux citoyens, organisations politiques, syndicalistes, ONG.

La gauche européenne est maintenant une force politique visible, renforcée au niveau européen et identifiée par sa résistance à l'austérité et l'espoir de transformation sociale qu'elle a su soulever.

En Grèce, Syriza remporte les élections européennes avec 28 % des voix, et Rena Dourou la région de l'Attique, la plus peuplée du pays. En Irlande, le Sinn Fein est à 17 %. En Espagne, Izquierda unida atteint 10 % et Podemos 8 %. Au Portugal, le PCP atteint 13 %. Ailleurs, les forces de la gauche européenne progressent de plusieurs points (Benelux) ou gardent leur influence de 2009 (Die Linke). La gauche italienne passe le seuil des 4 % (3 sièges) et revient au Parlement après une longue absence.

Le groupe GUE-NGL au Parlement est celui qui enregistre la plus forte augmentation. Avec 52 députés (contre 36 sous la précédente mandature), une parité parfaite et une plus grande diversité, notre groupe confédéral est face à de nouveaux défis, dans l'institution où son poids est plus fort, sur la scène européenne où il devra porter la voix des peuples, et en son sein, où la construction commune est plus que jamais indispensable.

Présidé par Gabi Zimmer de Die Linke, le groupe s'est doté d'une présidence collégiale (AKEL, NGL, PCF) afin de faire face à ces nouveaux défis, et s'est promis une auto-évaluation à mi mandat.

Anne Sabourin
Commission des relations internationales

COMPOSITION DES GROUPES PARLEMENTAIRES

PPE (DROITE) : 221 MEMBRES, S&D (SOC-DEM) : 189,
ECR (CONSERVATEURS) : 70, ALDE (LIBÉRAUX) : 67,
GUE/NGL : 52,
VERTS : 50,
EFD (SOUVERAINISTES) : 48, NON-INSCRITS: 43.

ESPAGNE // POUR UNE RUPTURE DÉMOCRATIQUE

L'abdication , début juin 2014, du roi d'Espagne, Juan Carlos est intervenue dans un contexte politique marqué par un affaiblissement important des bases politiques-celles de la Transition post franquiste, concrétisée dans la Constitution de 1978, sur lesquelles s'appuyait, en particulier, la monarchie espagnole.

Dans ce contexte, les scandales engendrés par les comportements de la famille royale, n'ont fait qu'accentuer l'aspiration populaire de plus en plus forte à une profonde régénération démocratique des institutions politiques -qui pour la première fois depuis le début de la transition post franquiste – commence à mettre en question la monarchie.

Cette aspiration, s'est manifestée dans l'appel des principales forces de la gauche d'alternative de l'Etat espagnol , à ce que l'on puisse donner la parole au peuple par référendum, pour l'élection du chef de l'Etat ; et ce alors que les Cortes, votaient la loi organique permettant l'abdication du roi et l'intronisation de son successeur dynastique, Felipe VI (avec la seule opposition des députés de Izquierda Plural et de la gauche nationaliste catalane, basque et galicienne).

Les élections européennes du 25 mai 2014, se sont tenues dans un contexte de fortes mobilisations populaires contre les politiques « austéritaires » et de régression sociale pratiquées depuis des années, en alternance par la droite au pouvoir aujourd'hui et le parti socialiste(PSOE) .

L'approfondissement de la crise économique, avec l'explosion de l'inégalité sociale ; la corruption touchant l'Etat et l'économie gangrénés par la finance ; la recrudescence de l'autoritarisme liberticide de la droite ; l'exigence de réformes constitutionnelles dues notamment à l'exacerbation des contradictions générées par le processus de développement de « l'Etat des autonomies », dans ce contexte politique et social tendu ; tout cela a accéléré la crise du système politique (du bipartisme)et commence à créer les conditions d'alternatives progressistes pour le pays.

Pour la première fois depuis le début de la transition, le bloc dominant –parti populaire et PSOE ayant gouverné le pays en alternance- représentent, ensemble, toutes élections confondues, moins de 50% des votants.

Dans le même temps, la gauche de transformation sociale et écologiste constituée autour de « Izquierda Plural » : IU-Gauche Unie ,EUIA- Gauche unie et Alternative en Catalogne ; Initiative Pour la Catalogne-Verts ; Anova en Galice ;confédération des Verts … ; obtient avec 10% et six députés élus au Parlement européen(dont cinq siègent dans le GUE-NGL) son meilleur résultat depuis 1996 .

L'irruption de Podemos, nouvelle formation issue en partie des mobilisations du mouvement des indignés du 15 mai 2011, obtenait près de 8 % et cinq élus au Parlement européen(qui ont rejoint le GUE-NGL).

D'autres, facteurs sont à prendre en compte, dans cette crise du bipartisme, comme la poussée de partis porteurs d'un projet indépendantiste, comme ERC (Gauche Républicaine de Catalogne) ; ou les avancées de partis comme UPyD, ou Ciudadans en Catalogne, contraires à toute reconnaissance d'un cadre constitutionnel plurinational.

L'évolution de la situation politique dans ses potentialités transformatrices progressistes, se nourrit plus fondamentalement encore, de la mobilisation croissante de toutes les forces de transformation sociale qui oeuvrent pour faire en sorte que les peuples d'Espagne puissent décider, dans un processus constituant incluant le référendum ; du modèle d'Etat qu'ils souhaitent pour le pays ; en affirmant ainsi le droit à décider des peuples qui constituent la réalité plurinationale de l'Etat.

C'est dans le cadre de ce processus de rupture démocratique, impulsé par un large « bloc social et politique » transformateur (selon l'expression utilisée par les communistes et la Gauche unie) que pourra grandir encore-et se concrétiser, l'exigence croissante à l'instauration d'une Troisième République.

José Cordon
Commission des relations internationales

CONSULTATION REFERENDAIRE EN CATALOGNE

Le 29 septembre, le Tribunal Constitutionnel espagnol a suspendu la consultation- juridiquement non contraignante, sur l'indépendance de la Catalogne , à travers laquelle par les autorités politiques de Catalogne entendaient poser deux questions aux catalans, le 9 novembre : « Voulez-vous que la Catalogne devienne un Etat ? Et si oui voulez-vous que cet Etat soit indépendant ? » .

Le TC devrait se prononcer sur le fond dans les prochaines semaines ,mais ,en l'état actuel de son interprétation de la Constitution espagnole de 1978 qui régit notamment les rapports entre les différentes communautés autonomes ; il devrait prononcer l'illégalité de la « loi de consultation ». Le 19 septembre, le Parlement catalan (Generalitat) a voté par 109 voix contre 28 en faveur de cette consultation ; de même que 70% des communes ; les trois quarts des catalans consultés par sondage se prononcent également en ce sens et le 11 septembre, jour de la fête nationale de Catalogne (Diada), près de 2 millons de manifestants à Barcelone ont formé un « V » géant afin de montrer leur détermination à voter.

La société catalane doit pouvoir se prononcer librement sur sa relation à l'Etat espagnol. Cela suppose dans le cadre institutionnel complexe d'un système politique- encore conditionné par les rapports de force issus de la transition post franquiste- et qu'une partie importante de la société rejette ; de chercher un accord à l'échelle de tout l'Etat espagnol, de toutes les forces politiques et sociales voulant travailler à des changements sociaux et démocratiques profonds dans une véritable régénérescence progressiste des institutions politiques .

SUÈDE // ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Les élections législatives en Suède ont été d'abord marquées par un échec cuisant pour le « bloc de droite » (conservateurs, parti du centre, libéraux et chrétiens démocrates). Avec 39,3% et 142 sièges (49,12 % et 173 sièges en 2010) et pour la politique d'austérité et de dérèglementation économique (privatisations) et sociale (démantèlement progressif de l'Etat-providence) mise en œuvre par la droite depuis huit ans.

Ce recul ne profite vraiment pas à la gauche (sociaux-démocrates, Verts et parti de gauche) qui, avec 46,8% (si on y ajoute Initiative Féministe) et 158 sièges (44 % et 156 sièges en 2010) reste loin de la majorité absolue.

Le « succès » du PSD est donc très relatif: avec 31% et 113 sièges contre 30,6 et 112 sièges en 2010, il réalise le 2e plus mauvais résultat de son histoire après le recul historique de 2010. Les Verts (6,8%, 24 sièges contre 7,34% et 25 sièges) et le Parti de gauche (5,7% et 21 sièges contre 5,6% et 19 sièges) stagnent.

Ils n'avaient pas, cette fois-ci, formalisé un accord de gouvernement avec les Sd; mais un simple accord leur permettant d'envisager de le faire, en constituant une majorité parlementaire sur des orientations transformatrices progressistes, en cas de succès de la gauche. Initiative Féministe (F !)-parti féministe luttant contre toutes les formes d'exploitation et de discriminations - malgré une nette progression (3,1% contre 0,4 %, plus importante (encore au plan communal) et une importante dynamique militante ; ne parvient pas à franchir le seuil de 4% qui lui aurait permis d'envoyer une quinzaine de députées au Parlement).

La gauche « de gouvernement » n'a pas été perçue comme porteuse d'une alternative suffisamment claire vis-à-vis de la droite et de sa politique. Une partie importante des électeurs s'est portée sur un vote « antisystème », capitalisé par l'extrême droite (les « démocrates suédois ») alors que le taux de participation au scrutin est resté très élevé (près de 86%) des électeurs.

PARTI SOCIAL DÉMOCRATE 31,2% (133)
PARTI DES VERTS 6,8% (24)
PARTI DE GAUCHE 5,7% (21)
INITIATIVE FÉMINISTE 3,1% (0)
PARTI CONSERVATEUR 23,2 % (84)
PARTI DU CENTRE 6,1% (22)
PARTI DU PEUPLE (LIBÉRAUX) 5,4% (19)
PARTI CHRÉTIEN DÉMOCRATE 4,6% (17)
DÉMOCRATES SUÉDOIS (EXT DROITE) 12,9% (49)

Cette nouvelle percée de l'extrême droite qui avec près de 13 % double son résultat de 2010 où elle était entrée pour la première fois au Parlement ; est très préoccupante, non seulement pour la Suède, mais aussi parce qu'elle s'inscrit dans la poussée des forces de la droite extrême en Europe, notamment, lors des élections européennes de mai 2014.

Ces dernières années, cette droite extrême a pris appui sur l'aggravation de la crise de l'Etat-providence et de l'insuffisance de la droite et de la social-démocratie à y faire face ; pour structurer un vote protestataire contre l'insécurité sociale sur la base d'un discours raciste et xénophobe visant notamment à promettre un « welfare » plus généreux pour les suédois tout en faisant de l'immigration le bouc émissaire des maux d'une société déstructurée par les politiques néolibérales mises en ouvre, en alternance, par la sociale démocratie et la droite.. La situation sociale s'est aggravée, notamment parmi les jeunes (20 à 25 % au chômage), les femmes salariées, les personnes âgées ; tout comme pour la population d'origine étrangère.

Pour le leader de l'extrême droite, Akesson, les gouvernements successifs ont ouvert les vannes à une immigration massive et d'un nouveau type : « ils se sont avant tout occupé des réfugiés -90.000 en quatre ans dont plus de 10 000 rien que pour la Syrie- plutôt que des Suédois. » Cette dialectique- combinant le rejet de L'UE et des immigrés (de l'islamisme porté par les guerres) -masquée sous un habillage, se voulant plus « responsable », a de plus, ouvert la voie à des groupes plus radicaux encore mêlant négationnisme et ultranationalisme dans un « cocktail » encore plus dévastateur.

Les SD et leur nouveau leader Stefan Loefven auront donc beaucoup de difficultés pour conduire une alternance au pouvoir fondée sur une coalition à gauche, porteuse d'une réelle alternative de réorientation progressiste des politiques du « welfare ». Göran Persson l'ex premier ministre Sd de 1996 à 2006, a déclaré que le succès des DS représentait une grande « claque » pour l'establishment suédois ; il a reconnu que « Les SD et les conservateurs apparaissaient comme trop similaires ce qui leur à coûté de nombreuses voix ».

Pourtant, le premier ministre SD, intronisé par le Parlement, vient de décider de quel côté il voulait aller : celui d'un très hypothétique accord avec une partie du bloc conservateur (parti du centre agrarien et radicaux libéraux) pour permettre une gouvernance « stable » pour le pays ; tout en acceptant une coopération renforcée au gouvernement avec les seuls Verts, et en refusant de l'envisager avec le Parti de gauche de Jonas Sjöstedt. Ce dernier a répliqué :« C'est une mauvaise nouvelle pour tous ceux qui veulent un renforcement des lois sur le travail, une politique féministe et de développement du bien être ».

Pendant la campagne, le parti de gauche a beaucoup insisté -sans être suffisamment entendu-, sur la nécessité de mettre fin à la gestion de plus en plus privatisée des écoles, hôpitaux, logements et entreprises publiques.

La discussion budgétaire à l'automne va servir de test pour le gouvernement qui ne dispose pas de majorité au Parlement (même si le premier ministre a été nommé, avec le seul soutien des Sd et des Verts, le vote contre des DS et l'abstention du Parti de gauche et du bloc des droites).

L'extrême droite est en embuscade; personne ne veut discuter avec elle, mais elle se croit assez forte pour peser sur la situation y compris en soutenant au Parlement toutes propositions budgétaires alternatives de la droite qui iraient dans son sens. Ainsi, pour la première fois dans son histoire, la Suède risque de vivre une période de grande instabilité politique.

José Cordon
Commission des relations internationales

ÉCOSSE // RÉFÉRENDUM POUR L'INDÉPENDANCE

Le 18 septembre 2014, les électeurs écossais se sont prononcés majoritairement (55,3% de NON contre 44,7% de OUI), pour le maintien de l'Ecosse au sein du Royaume-Uni. Si le vote avait été favorable au oui, l'indépendance aurait pu être proclamée, le 24 mars 2016. La très importante participation au vote (près de 85% et 97% d'électeurs inscrits sur les listes électorales) traduit l'impact du vaste mouvement populaire et du débat démocratique que ce référendum a suscité, ce qui aura des répercussions profondes sur la vie politique, économique et sociale de l'Ecosse, y compris dans ses relations futures y compris institutionnelles avec le reste du royaume (aucune constitution écrite ne régit actuellement l'ensemble des rapports et règles entre les différentes nations qui le constituent).

En termes généraux une large majorité de jeunes et de primo-votants à voté oui et les personnes âgées ont majoritairement voté non. Les villes de Glasgow et Dundee et les zones industrielles touchées par la crise économique et sociale, ont voté oui, les villes et zones les plus prospères, dont la capitale Edimbourg et Aberdeen, ont voté Non ; 75% des partisans du oui ont exprimé d'abord leur désenchantement par rapport à la politique de Londres.

Pour les partisans du Non, la peur de voir le pays être contraint à abandonner la Livre sterling, a constitué la principale motivation. La concrétisation dans le vote référendaire du droit du peuple écossais à pouvoir être consulté, en toute souveraineté, sur son avenir (y compris en choisissant l'indépendance), est passée de moins de 30% en 1998 (année à partir de laquelle l'Ecosse a bénéficié d'une large autonomie avec son propre Parlement et gouvernement), au résultat très élevé d'aujourd'hui.

Il serait néanmoins réducteur d'attribuer la montée en puissance de cette aspiration à pouvoir décider , à une simple flambée du sentiment nationaliste. Les électeurs du oui se sont d'abord saisis de ce vote pour rejeter les décennies de consensus néolibéral et de régression sociale, imposés par les gouvernements conservateurs, de Thatcher à Cameron et ceux des néo-travaillistes ; politique qui a conduit d'ailleurs ces derniers à perdre le pouvoir y compris dans leur « fief » écossais.

Par leurs mobilisations notamment contre le démantèlement de la protection sociale(le service national de santé) et pour la défense du système d'éducation publique, ils ont obtenu que certains acquis sociaux importants, puissent être mieux protégés à l'intérieur des compétences dévolues au Parlement et gouvernement écossais.

Ils y ont apporté de nouvelles exigences : contrôle budgétaire et des ressources pétrolières, dénucléarisation militaire de leur territoire et maintien des droits démocratiques (migrants). C'est de ces aspirations que se sont nourris les indépendantistes d' Alex Salmond et du Parti nationaliste écossais au pouvoir depuis 2011(malgré toutes leurs contradictions concernant d'une part le maintien voir l'extension de politiques sociales dans un pays se voulant indépendant, sans rompre vraiment avec le cadre néolibéral actuel, notamment celui inscrit dans les traités européens).

La gauche de transformation sociale et écologiste-très minoritaire au plan politique- a su elle se remobiliser en donnant au vote un contenu de claire rupture institutionnelle - et majoritairement pour l'indépendance- avec les politiques néolibérales et militaristes de Londres et de L'UE . Le parti travailliste a été traversé par un débat important en lien avec sa politique contestée au sein même du parti, des syndicats et de son propre électorat. Cela s'est traduit dans le vote : selon les premières indications données par les syndicats, environ 30% des électeurs traditionnels du Parti travailliste ont voté oui, comme l'ont fait un nombre encore plus important de militants de ce parti, tandis que les votes des syndicalistes en activité semblent s'être assez également répartis.

Le paysage politique à l'approche des élections générales de mai 2015 et des débats qu'il va susciter y compris sur la question du lien du Royaume Uni avec l'Union européenne, peut en être sensiblement modifié.

La droite conservatrice de Cameron, les travaillistes et les libéraux, vont avoir du mal à concrétiser leurs derniers engagements de fin de campagne électorale tendant à accorder de nouveaux pouvoirs autonomiques, allant vers une « dévolution maximum » (fiscale et budgétaire) à l'Ecosse. Ces promesses, pour qu'elles puissent s'inscrire dans un nouveau cadre institutionnel plurinational et solidaire pour l'ensemble du Royaume Uni ; vont heurter à l'ampleur des exigences sociales et démocratiques des peuples concernés et à l'incompatibilité entre celles-ci et les politiques et postulats « austéritaires » et militaristes menées dans l'ensemble du Royaume Uni et dans l'Union européenne. Lors de la conférence annuelle du parti travailliste le responsable d'un des principaux syndicats « Unite » a été ovationné quant il s'est exclamé que le « débat constitutionnel en Ecosse ne peut plus être séparé d'un débat sur une réelle décentralisation-avec de fortes exigences sociales- dans toute la Grande-Bretagne et au sein même de notre propre mouvement ».

Le 15 octobre les syndicats débattront de leurs priorités dans la période qui s'ouvre et ils organiseront d'importantes manifestations, le 18 à Londres, pour la défense du service public, et à Glasgow, et une marche pour une « Ecosse plus Juste » et un Parlement écossais qui soit en mesure de répondre à ce défi. Oui décidemment, alors que se profilent les élections législatives en mai 2015 et une probable consultation dans la foulée sur le maintien ou pas du Royaume Uni dans l'UE ; depuis le 18 septembre, plus rien ne sera plus comme avant si l'on veut répondre aux exigences progressistes transformatrices du peuple écossais et de l'ensemble du Royaume Uni.

José Cordon
Commission des relations internationales

MAROC // CONFÉRENCE DE CASABLANCA SUR LES STRATÉGIES DE FRONTS

À l'initiative de la voie démocratique du Maroc, la conférence « Expériences des fronts de lutte contre le capitalisme et le despotisme » s'est déroulée le 14 juin 2014, en présence d'organisations politiques internationales, invitées à témoigner de leur expérience et d'organisations syndicales, politiques et associatives du Maroc.

Cette conférence, dont l'objet était de confronter et partager les expériences de rassemblement et de front de luttes à travers la planète, se voulait également comme un temps fort de poursuite du Mouvement du 20 février. Ce mouvement né de la mise en place des printemps arabes en 2011, est le véritable embryon d'un Front uni de lutte populaire contre le Makhzen et pour la démocratie comme l'analysait le 3e congrès du Parti de la voix démocratique en 2012.

Les forces progressistes et sociales se battent contre le Makhzen, qui permet au roi du Maroc d'être décideur de tous les postes stratégiques, économiques et sociaux du pays. La chute du Makhzen, est comme le décrit le Parti de la voie démocratique « un processus de longue haleine car il s'agit de démanteler ses appareils répressifs, politiques, idéologiques, sociaux économiques et culturels ». C'est en partant de cette situation que les conférenciers ont débattu et échangé. Leur réflexion s'est également nourri des expériences de rassemblement porté en Europe et en Afrique.

Développé autour de trois tables rondes, les différentes formes de rassemblement et de stratégie en Espagne, Grèce, France, Turquie, Côte d'ivoire, Tunisie et Maroc, ont donné un aperçu des actions dans ces pays. Rythmée par les questions de la salle en direction des différents intervenants, le lien avec le mouvement social, et les divergences à dépasser pour mettre en dynamique le front de démocratique a permis un échange entre forces marocaines présentes.

Comme en France, la place des luttes et du mouvement social, la mise en place d'un rapport de force porté par la population, mais également les difficultés entre choix stratégiques des différents partis, les vécus militants venant d'horizon divers font débat, et souvent passionnément.

Comme le souligne la déclaration finale de la conférence, le constat de la faillite des recettes libérales et sociale-démocrates et leur incapacité de sortir le système capitaliste de sa crise multidimensionnelle et mondialisée appelle à impulser des dynamiques pour renforcer les liens entre progressistes. Les conférenciers affirment également leur détermination pour finir avec les systèmes d'exploitation et de pillage dont souffrent les peuples.

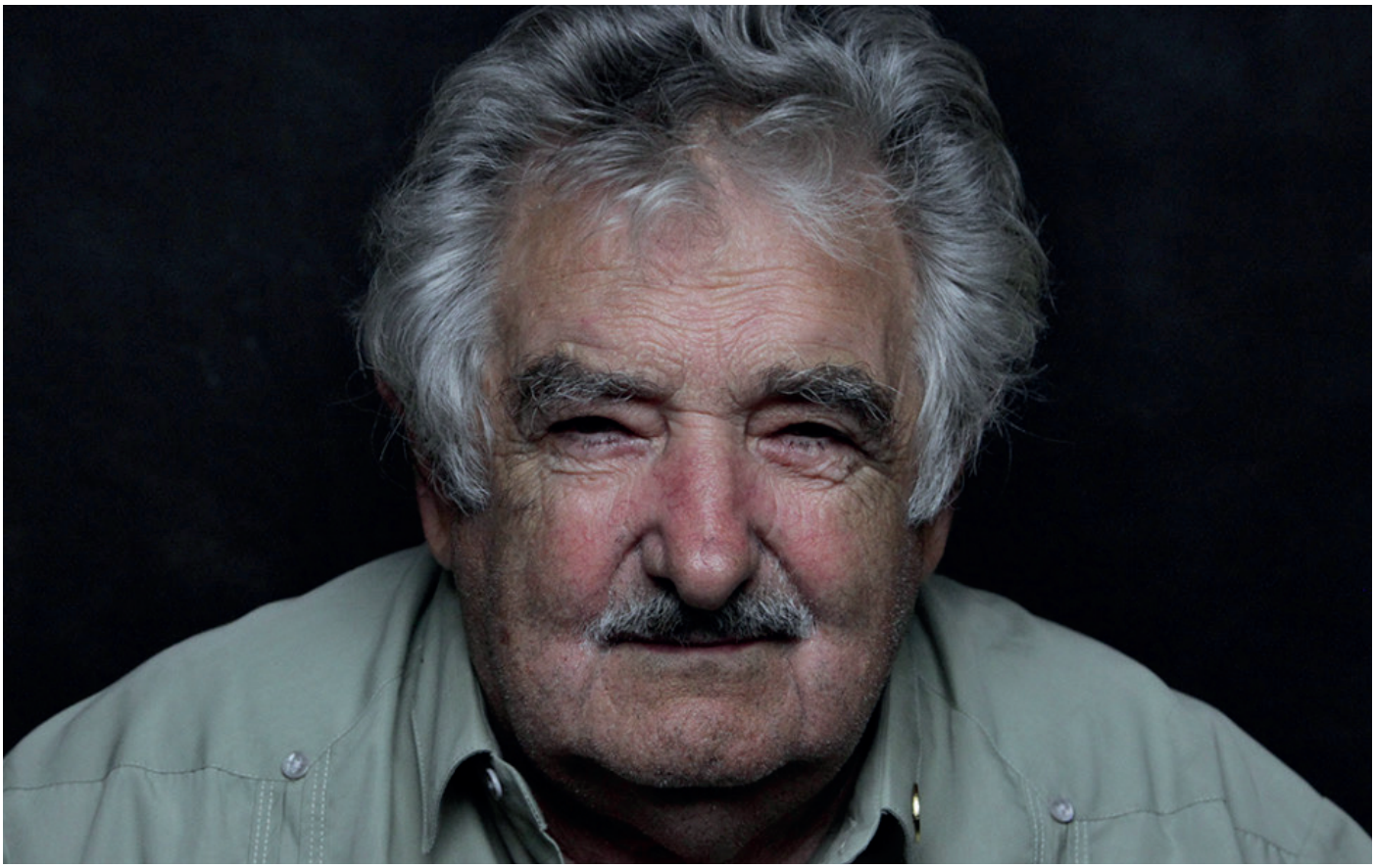
S'il n'y a pas de modèle extérieur à importer, les rassemblements peuvent nourrir la réalité et l'histoire des peuples. Cette conférence souligne la recherche à gauche pour sortir des logiques d'austérité, construire une alternative aux consensus des libéraux et des sociaux-démocrates, de mettre en place de nouveaux outils démocratiques et citoyens.

Olivier Fondriest
Commission des relations internationales

ORGANISATIONS PRÉSENTES : SYRIZA (GRÈCE), PCF (FRANCE), PARTI DES TRAVAILLEURS (TUNISIE), PARTI DU TRAVAIL (TURQUIE), PCE ML (ESPAGNE), PCR (CÔTE D'IVOIRE), SOUTIEN DE PODEMOS (ESPAGNE) ET MESSAGE DU PCP (PORTUGAL).

MAROC : APPEL POUR LA LIBÉRATION DE WAFAA CHARAF, JEUNE MILITANTE DES DROITS DES OUVRIÈRES

Nous avons appris l'arrestation de Wafaa Charaf le 09/07/2014 à Tanger au Maroc. La police est venue la chercher au domicile de ses parents. Son crime ; " ne pas se rendre à une énième convocation au commissariat" . les convocations au commissariat font partie du harcèlement auquel elle est soumise depuis qu'elle a déposé plainte pour enlèvement en avril dernier. En effet, la jeune militante de Tanger a fait savoir Le 27 Avril 2014 qu'elle a été enlevée par des policiers en civil et jetée dans une voiture banalisée à la fin d'une manifestation ouvrière. Elle déclare avoir été séquestrée plusieurs heures, torturée et insultée avant d'être abandonnée au bord d'une route à 12 Km du centre ville . Wafaa est une militante active de plusieurs organisations humanitaire, ouvrière et politique de Tanger. Tout semble indiquer qu'elle est victime de la vengeance des autorités car elle a osé dénoncer dans sa plainte les méthodes policières. Elle paye le prix fort de son engagement pour les droits des ouvrières des usines de la zone franche de Tanger et pour la démocratie et la liberté d'expression au Maroc. Wafaa a été condamnée à un an de prison ferme et à une lourde amende le 11 août. Nous exprimons notre solidarité avec Wafaa et notre inquiétude sur son état de santé. Nous exigeons sa libération immédiate.



L'APPEL DE JOSÉ MUJICA, PRÉSIDENT DE L'URUGUAY

Élu en 2009 , José Mujica, l'un des fondateurs du Mouvement de libération nationale- Tupamaros, est devenu le deuxième président issu du Front large qui rassemble depuis 1971 à l'ensemble de la gauche uruguayenne. En 2005, c'est le socialiste Tabaré Vazquez qui, pour la première fois, a été élu à la tête d'un gouvernement de gauche. Marina Arismendi, devenait la première ministre communiste dans l'histoire du pays.

José Mujica, très connu dans son pays pour son expression directe et sans détours et pour son mode de vie très modeste, a commencé à être connu dans le monde pour ses déclarations et discours imprégnés de sagesse populaire très "gaucho". On perçoit toujours la réflexion d'un homme qui a passé 14 années de sa vie dans les prisons de la dictature et qui a fait partie du groupe qu'on connaît comme "les otages" désignes pour être fusillés en cas d'attaque de la part de la guérilla.

José Mujica vient de publier un article dans la revue "International Policy Journal" où il lance un appel en faveur d'un monde différent et critique le manque de volonté politique de la part des puissances pour répondre aux grandes exigences de notre époque.

A l'issue d'un entretien avec Ernesto Samper, le nouveau président de l'Union des nations d'Amérique du Sud, José Mujica a réagi à propos des politiques militaristes d'intervention. Depuis quelques temps, il a affirmé, nous assistons "à la prolifération de réponses armées et violentes avec des signes de régression propres aux époques féodales qui laissent les valeurs les plus élémentaires en chemin".

Il a souligné "L'Europe n'a pas à hauteur d'un leadership politique de médiation et d'organisatrice de la paix". Ici et là, elle tombe dans l'aventurisme militariste comme c'est arrivé en Libye, Afghanistan et en Irak pays qui, après une longue période de confrontations se trouvent pire qu'avant". Le président uruguayen se dit préoccupé : « Le scénario que nous allons avoir devant nous les mois ou les années prochaines, sera celui d'une multiplication d'affrontements ensanglantés, des sanctions, des embargos, des limitations au commerce et aux politiques de développement et des retards dans l'accomplissement des objectifs qui garantissent une vie digne pour tous les habitants de la planète».

Ces propos font écho à l'article mentionné plus haut dans lequel José Mujica rappelle : « Dans tous les cas, des milliers de victimes innocentes font appel à notre conscience et à notre intervention ».

José Mujica met en évidence la contradic-

NOTRE MONDE A MOINS BESOIN D'ORGANISMES MONDIAUX QUI ORGANISENT DES FORUMS ET DES CONFÉRENCES (...) QUI, DANS LE MEILLEUR DES CAS PRODUISENT DES DÉCLARATIONS QUE PERSONNE NE FAIT SIENNES

tion qui existe entre la participation des grandes puissances à des conférences où sont prises des décisions pleines de bonnes intentions et l'impossibilité de les concrétiser du fait des politiques militaristes pratiquées par ces mêmes pays.

Il rappelle comme les leaders du monde ont renouvelé leurs engagements visant à éradiquer la misère extrême et assurer l'accès à l'éducation et à la santé inclus dans les Objectifs pour le développement du Millénium. Ils s'apprêtent à adopter en 2015 un agenda global pour le développement soutenable pour la prochaine décennie.

Mais, s'interroge le président uruguayen « Sera-t-il possible dans un tel scénario avec tant de tensions que les dirigeants des nations puissent dédier leurs efforts en faveur de l'amélioration de la vie de leurs congénères ? A quoi servira de réduire la mortalité infantile due à la faim ou aux maladies si ces mêmes enfants pauvres de toujours meurent par milliers sous les bombardements de leurs villes ? »

Dans son article intitulé « Un appel urgent à l'action », José Mujica est catégorique : Nous ne pouvons pas dire qu'il n'y a pas d'argent, nous dépensons 2 millions de dollars par minute, 5 milliards par jour, en budgets militaires et il ajoute : non seulement nous dépensons en armement mais en plus nous avons construit une civilisation fondé sur le gaspillage.

Il rappel d'autres grands enjeux et défis qui concernent l'avenir de l'humanité et la planète. Parlant du Sommet Rio+20 qui avait acté l'accord des États participants sur la mise en place d'un « cadre ambitieux pour le développement soutenable » qui prévoyait des transformations économiques et des propositions pour réduire la pauvreté et en faveur de la justice sociale et de la protection de l'environnement.

Des progrès ont été réalisés en Amérique latine du point de vue du combat contre la pauvreté et l'espérance de vie s'est allongé edans le monde. Mais, pour José Mujica, si on regarde la planète dans son ensemble la situation ne s'est définitivement pas amélioré : Du point de vue de la justice sociale, les inégalités s'approfondisse : par exemple 85 personnes cumulent plus de richesses que plus de 40 % de l'humanité.

Et il constate : Nous n'avons rien fait pour freiner la folle course du modèle de production et de consommation. Chaque jour la production et la production des richesses s'accroissent mais les injustices s'aggravent.

A propos du risque que représente le changement climatique et du respect de la nature, José Mujica considère « Fondamentalement nous n'avons pas de problème avec l'environnement bien que nous vivons une crise environnementale ». Ainsi, la cause qui empeche qu'on ne puisse pas faire face au changement climatique est « un problème d'abord d'ordre politique. »

José Mujica parle de « manque de gouvernance mondiale », l'une des principales préoccupations des gouvernements progressistes d'Amérique latine qui considèrent que l'ONU telle qu'elle est aujourd'hui a besoin d'être réformée et démocratisée pour qu'elle ne soit plus le reliquat d'une période resté derrière ni l'instrument des puissants. « Ni les grands États, ni les transnationales et encore moins le système financier devraient gouverner le monde » dit-il.

Pour lui, nous sommes entrés dans une étape de l'humanité où nous commençons à raisonner en tant qu'espèce, pas seulement en tant que pays. Il faut défendre la vie en tant qu'espèce ». Alors que nous avons besoin d'une pensée globalisée, nous n'avons pas de gouvernance, « la seule chose que nous avons est une lutte sans pitié d'intérêts économiques et nous sommes sans boussole » .

José Mujica écrit : « nous sommes entrés de manière accélérée dans une nouvelle époque mais avec des hommes politiques, des atavismes culturels, des partis et des jeunes, tous vieux, désarmés devant l'effroyable cumulation de changements. Nous ne pouvons pas maîtriser la globalisation parce que notre pensée n'est pas globale ».

Devant les grandes rencontres qui se succèdent sans être suivies des résultats, il affirme, un peu provocateur : « Notre monde a moins besoin d'organismes mondiaux qui organisent des forums et des conférences (...) qui, dans le meilleur des cas produisent des déclarations que personne ne fait siennes ni agit pour mettre en œuvre les décisions prises »

Alors que le monde commémore le centenaire du début de la 1ère Guerre mondiale et que l'Assemblée générale de l'ONU se réunit à New York, José Mujica lance un appel :

« Il est impératif, dit-il, de réussir à créer des grands consensus pour libérer des solidarités avec les plus opprimés , sanctionner avec des impôts le gaspillage et la spéculation.

Avec force il déclare : « Il est temps. Les puissants de ce monde peuvent et doivent agir tout de suite pour arrêter la montée des tensions internationales, pour garantir la paix et la gouvernance mondiale dont le monde a besoin plus que jamais pour renforcer les mécanismes de dialogue, la coopération, l'action commune à tous les niveaux ».

Obey Ament
Commission des relations internationales

PROJECTION DU FILM

« MUJICA ; LE POUVOIR EST DANS LE CŒUR »
DE LUCIA WAINBERG SASSON,
LE 23 OCTOBRE PROCHAIN À 19:00
AU SIÈGE DU PCF
2 PLACE DU COLONEL FABIEN,
75019 PARIS

LE PRIX NOBEL DE LA PAIX SE TOURNE VERS LA JEUNESSE ET OUVRE L'ESPOIR EN L'AVENIR

A 17 ans, Malala Yasafzay, devient la plus jeune lauréate du prix Nobel de la Paix et une des seize femmes décorées par l'institution.

Militante des droits de l'enfant depuis son plus jeune âge, et notamment du droit à l'éducation des jeunes filles, dans son pays le Pakistan, elle nourrit son engagement de son expérience personnelle. Elle symbolise la lutte du contre la cruauté terroriste qui la toucha personnellement en 2012, alors qu'elle fut blessée par les talibans.

Avec elle est récompensé pour son engagement, Kailash Satyarthi, militant indien de 60 ans en faveur des droits de l'enfant. S'inspirant de l'histoire marquante de la non-violence dans son pays, à travers les luttes de Gandhi, il a mobilisé un grand nombre d'enfants et de citoyens indiens contre « contre la grave exploitation des enfants à des fins de profits financiers » vient d'affirmer le comité Nobel.

Cette récompense, et leur engagement à tous deux, nous rappellent l'importance de protéger et de développer partout, les principes de la déclaration des droits de l'enfant adoptée par l'ONU en 1954. Premières victimes des désastres mondiaux que sont la pauvreté et la guerre, la communauté internationale doit aux plus jeunes une mobilisation absolue en faveur de l'amélioration de leurs conditions matérielles de vie, mais aussi de leur vie affective et de leur droit à l'éducation.

Symbole de l'engagement citoyen, espérons que ces deux personnalités rappellent aux dirigeants de ce monde, que la solution pour un monde pacifié n'est jamais, dans l'usage exclusif des armes, ni dans la valorisation des profits financiers aux dépends des conditions faites aux êtres humains, mais au contraire dans le respect des peuples, la réduction des inégalités, et le développement d'une école accessible à tous, gage du progrès de l'humanité.

Le PCF se réjouit de ce choix qui espérons-le, ouvrira un nouveau regard sur l'avenir à construire pour le monde et les générations à venir.

Mélanie Tsagouris
Commission des relations internationales

AGENDA MAI / JUIN / JUILLET / AOUT / SEPTEMBRE 2014

AMERIQUE LATINE

Salvador

28 mai : Pierre Laurent a rencontré Nidia Diaz, membre de la Direction du FMLN su Salvador. Lydia Samarbakhsh et Obey Ament ont participé à cette rencontre.

Cuba

3 juin : André Chassaigne et Pierre Laurent ont rencontré Joel Suarez, Vice-chef du département Idéologique du Comité central du Parti communiste de Cuba. L'ambassadeur de Cuba en France, Hector Igarza, Lydia Samarbakhsh et Obey Ament ont participé à cette rencontre.

6 juin : Séminaire "CUBA, L'ACTUALISATION DU MODÈLE ÉCONOMIQUE, L'INTÉGRATION LATINO-AMÉRICAINE ET LES RELATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS, LA FRANCE ET L'UNION EUROPÉENNE" avec la participation de Joël Suarez, vice-chef du département idéologique du Comité central du PCC, Lydia Samarbakhsh, responsable des Relations internationales du PCF, Yves Dimicoli, membre du Comité exécutif du PCF, Xavier Compain, membre du Conseil national du PCF

19 septembre : Pierre Laurent, secrétaire national du PCF et M. Alfredo Perez de Armiñan, sous directeur de l'Unesco pour la Culture ont inauguré l'exposition « Palenque » au siège du PCF. Cette exposition realisée avec l'association culturelle « Fait à Cuba » s'inscrit dans le projet de l'Unesco « La route de l'esclave ».

Bolivie

1er juillet : Piere Laurent a reçu au siège du PCF, Silvia Lazarte, ex-présidente de l'Assemblée constituante de la Bolivie et dirigeante du Mouvement au Socialisme et l'ambassadeur Jean Paul Guevara. Obey Ament a participé à cette rencontre.

26 au 29 août : Laurent Perea, membre de la Direction nationale du PCF, a participé à la XX° rencontre du Forum de Sao Paulo qui a eu lieu à La Paz, Bolivie. Obey Ament participait à la délégation du PGE qui s'est rendue à cette rencontre.

Nicaragua

19 juillet : Une délégation du PCF conduite par son secrétaire national, Pierre Laurent, s'est rendue au Nicaragua pour participer à la commémoration des 35 ans de la Révolution sandiniste. Lydia Samarbakhsh et Obey Ament faisaient partie de cette délégation.

Brésil

28 août – 11 septembre : Une délégation du Mouvement des sans terre a séjourné en France à l'invitation du PCF. Miguel Stedile et Rosana Fernandes, membres de la Direction nationale du Mouvement des Sans terre ont participé à l'Université d'été du PCF et à la Fête de l'Humanité ainsi qu'à d'autres initiatives organisées. Ils ont rencontré Lydia Samarbakhsh, responsable des Relations internationales et Xavier Compain, responsable du pôle Agriculture- Pêche – Forêt.

MAGHREB/MOYEN-ORIENT

Maroc

17 septembre : Rassemblement à l'Ambassade du Maroc pour la libération de Wafae Charaf, militante marocaine des droits de l'homme, condamnée à un an de prison. Patrick Margaté représentait le PCF.

3 octobre : Rassemblement de protestation devant l'Ambassade du Maroc suite au décès de Hassane Elouali, militant sahraoui, à l'appel de nombreuses associations. Patrick Margaté représentait le PCF.

Tunisie

19 septembre : Présentation publique de la liste du Front Populaire pour la circonscription France Nord pour les élections législatives

23 septembre : Rencontre avec Nadia Chabanne et Mohamed Smida d'Al Massar France sur la situation en Tunisie avec Lydia Samarbakhsh et Patrick Margaté.

Kurdistan

4 octobre : Manifestation de soutien aux Kurdes de Syrie et de Konabe avec Nadine Garcia, Raphaëlle Primet, Catherine Margaté, élue PCF, Sylvie Jan et Pascal Torre pour l'association France-Kurdistan.

EUROPE

Ukraine

16 août : Communiqués du PCF « Il y a urgence à établir un cessez-le-feu dans le Donbass ».

9 septembre : « L'Europe malade de l'OTAN et du bellicisme ».

Portugal

5-7 septembre : Fête de Avante (PCP). Isabelle de Almeida, Lydia Samarbakhsh et José Cordon y représentaient le PCF. Lydia Samarbahksh est intervenue lors de la rencontre internationale organisée par le PCP « 40 ans après la révolution d'avril, la situation en Europe est dans le monde ».

Espagne

20 septembre : Fête du Parti communiste d'Espagne à Madrid. Gilles Garnier y représentait le PCF.

Belgique

20 septembre : Participation de Pierre Laurent à la Fête de l'hebdomadaire Solidaires « Manifiesta » organisée par le Parti des Travailleurs de Belgique.

Italie

21 septembre : Rencontre PCF-Parti des communistes italiens.

ASIE

Laos

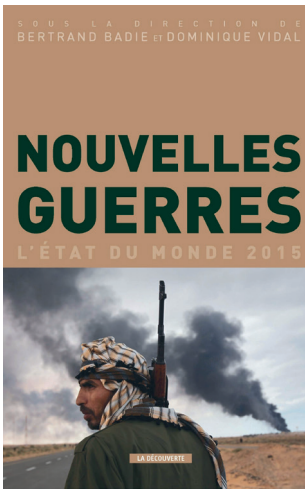
10 juin : Lydia Samarbakhsh a rencontre l'Ambassadeur du Laos, Monsieur Ouan Phommachack.

Chine :

12 septembre : La délégation chinoise à la Fête de l'Humanité, conduite par Mme Wang Yanwen, Membre permanent et Directrice du département de la Communication du Comité du PCC pour la province de Jiangsu, est reçue au siège du PCF par Pierre Laurent, Lydia Samarbaksh, Igor Zamichiei, Christiane Marcie et Dominique Bari.

25 septembre : 65ème anniversaire de la République Populaire de Chine. Christiane Marcie y représentait le PCF.

CONSEILS DE LECTURE



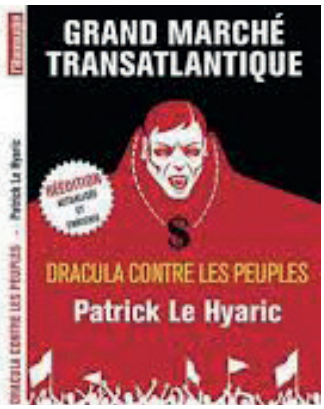
Nouvelles guerres
L'état du monde 2015

Bertrand BADIE, Dominique VIDAL

Éditions La Découverte

Congo, Somalie, Nigéria, Mali, Centrafrique, Syrie, Irak, Israël-Palestine, Ukraine... La fin de la guerre froide n'a pas laissé la place à un monde de paix. Deux décennies plus tard, plusieurs dizaines de conflits armés ensanglantent la planète. Si elles ressurgissent dans certaines parties de l'Europe, la plupart des guerres se déroulent aujourd'hui dans les pays du Sud. Et leur nature a profondément changé. Seule une minorité d'entre elles peuvent être décrites comme des conflits interétatiques. Les autres mettent aux prises un État, souvent déliquescent, et une ou plusieurs rébellions, avec pour enjeu le contrôle du pouvoir, du territoire ou des ressources naturelles.

Véritable « roman de l'actualité internationale », L'État du monde révèle, au-delà de l'immédiateté de l'événement, les grandes tendances des changements à l'oeuvre sur la planète.

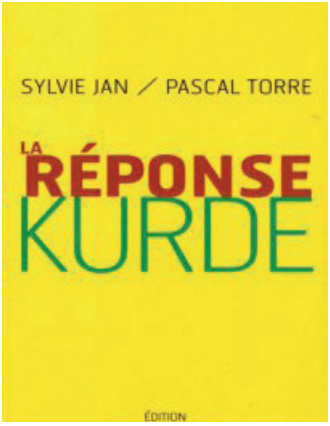


Dracula contre les peuples , Le grand marché transatlantique

Patrick Le Hyaric

Éditions L'Humanité

Le titre de ce livre peut apparaître violent et exagéré. Il dit pourtant la nature exacte du projet de grand marché transatlantique pour lequel œuvrent, dans l'opacité la plus totale, dirigeants nord-américains et européens. Patrick Le Hyaric révèle ici l'historique et les raisons profondes de ce projet, ses objectifs, ses contenus contre la démocratie, les souverainetés populaires, les droits sociaux et humains, la santé, l'environnement.



La réponse Kurde

Sylvie Jan et Pascal Torre

Édition association France Kurdistan

Les auteurs, qui militent aux côtés des Kurdes pour que ce peuple, si attachant, puisse jouir des droits culturels et politiques auxquels il aspire légitimement, souhaitent faire partager leur connaissance approfondie de la question kurde et faire grandir les solidarités. L'assassinat à Paris de Sakine, Rojbin et Leyla nous rappelle en exergue l'âpreté d'un combat de tous les jours, cruel, sans merci pour un peuple millénaire sans droits, écartelé entre quatre Etats (Turquie, Iran, Irak et Syrie), agressé, humilié dont l'existence même est menacée, depuis la nuit des temps et encore aujourd'hui. Ce livre est dédié à Sakine, Rojbin et Leyla.

L'Année stratégique 2015. Analyse des enjeux internationaux

Pascal Boniface

Édition Armand Colin

Un outil de compréhension des relations internationales. Crise russo-ukrainienne, affirmation de la puissance chinoise en Asie, menace djihadiste en Irak, permanence du conflit en Syrie, tentation du repli aux États-Unis, foyers de violence en Centrafrique ou au Soudan du Sud, fatigue démocratique en Europe, transition troublée au Venezuela et essoufflement des géants latino-américains, l'ordre géopolitique mondial semble en recomposition.

SECTEUR INTERNATIONAL DU PCF

placé sous la responsabilité de Lydia Samarbakhsh (lsamarbakhsh@pcf.fr),
membre de la Coordination nationale du PCF,
chargée des Relations internationales.

collectifs de travail

collectif Afrique
animé par Dominique Josse et Daniel Feurtet

commission Amérique latine
travail animé par Obey Ament

commission Asie
travail animé par Christiane Marcie et Dominique Bari-Vidal

Caraïbe-océan Indien
travail animé par Jean-Louis Le Moing**

commission Défense nationale, paix, désarmement et sécurité
travail animé par Yann Le Pollotec*, Laurent Pagnier et Mélanie Tsagouris*

collectif Europe
travail animé par Gilles Garnier**
avec José Cordon, Anne Sabourin (asabourin@pcf.fr), Christine Mendelsohn**

réseau PCF / Kurdistan
animé par Danielle Lebail**, Sylvie Jan, Pascal Torre

commission Maghreb – Proche et Moyen Orient
travail animé par Patrick Margaté, avec Meriem Derkaoui*, Latifa Madani*

collectif PCF-Palestine (collectif-palestine@pcf.fr)
Nathalie Lhopitault, Mathilde Caroly, Patrick Margaté, Raphaëlle Primet*, Sabrina Loumi, Renée Le Mignot

réseau Français de l'étranger
travail animé par Jérôme Marcuccini*

groupes de travail

Afghanistan
Christiane Marcie

Chine
Christiane Marcie, Dominique Vidal, Yves Serdenif, Géraldine Garcia, Igor Zamichiei*

Coopération internationale / coopération décentralisée
Marie-Hélène Chambrin

États-Unis
Géraldine Garcia

Europe centrale et orientale
Patrick Kamenka

Inde
Pierre Marcie

Laos
Philippe Rio

Solidarité avec le peuple sahraoui
Meriem Derkaoui*

Turquie
Pascal Torre

Vietnam
Paul Fromonteil, Christian Fohanno, Denis Rondepierre**.

(*) : membres du Conseil national du PCF

(**) : membres de l'Exécutif national du PCF

comité de rédaction de la LRI

Obey Ament // oament@pcf.fr
Marie-Hélène Chambrin
José Cordon // jcordon@pcf.fr
Daniel Feurtet
Olivier Fondriest // o.fondriest@free.fr
Sylvie Jan
Dominique Josse // djosse@international.pcf.fr
Jean-Louis Le Moing // jlemoing@pcf.fr
Yann Le Pollotec // ylp@pcf.fr
Nathalie Lhopitault
Christiane Marcie // international@pcf.fr
Pierre Marcie
Jérôme Marcuccini
Patrick Margaté
Marianne Parmigiani // mparmigiani@pcf.fr
Lydia Samarbakhsh**
Pascal Torre

Coordonné par
Olivier Fondriest // Marianne Parmigiani

@pcf_monde
international.pcf.fr
facebook.fr/pcfmonde

parti communiste français // 2 place du Colonel-Fabien 75019 Paris